



Enseignements d'ALNAP



LES INTERVENTIONS HUMANITAIRES DANS LES SITUATIONS DE VIOLENCE URBAINE

ELENA LUCCHI

Le Réseau d'apprentissage actif pour la redevabilité et la performance dans l'action humanitaire (**ALNAP**) est composé d'organisations de l'ensemble du secteur humanitaire et a pour objet d'améliorer la redevabilité et la performance de l'action humanitaire en renforçant la base de données probantes à travers la mise en commun des enseignements, l'identification des problèmes clés et, le cas échéant, en apportant son leadership afin de trouver des approches et des solutions collectives.

www.alnap.org

Remerciements

Ce document a été rédigé par Elena Lucchi avec le soutien de Paul Knox Clarke, Leah Campbell et Franziska Orphal. Nous remercions Robert Muggah, Ronak Patel et Kevin Savage de leur contribution.

Citation suggérée

Lucchi, E. (2013) *Les interventions humanitaires dans les situations de violence urbaine*. Enseignements d'ALNAP. Londres : ALNAP/ODI.

Ce document d'enseignements et d'autres documents d'ALNAP sont disponibles sur www.alnap.org/publications.

© ALNAP/ODI 2014. Ces travaux sont soumis à la licence Creative Commons Attribution – licence non commerciale (CC BY-NC 3.0).

Révision de la copie par Amanda A. Morgan
Traduction par Brigitte Clark
Couverture et composition par Chris Lumsdon

Sommaire

Portée de ce document	4		
Méthodologie	4		
Introduction	5		
Rôle des organisations internationales humanitaires	5		
Conséquences humanitaires de la violence urbaine	6		
Difficultés spécifiques aux milieux urbains	6		
ENSEIGNEMENTS			
Stratégie	8		
Assurez-vous d’avoir les capacités de réaliser l’intervention.	8		
Adoptez une approche localisée.	8		
Renforcez les capacités et les liens dans les communautés que vous servez.	9		
Le principe de non-malfaisance.	9		
Envisagez une approche à long terme...	10		
... mais planifiez votre stratégie de sortie dès le départ.	10		
Choisissez des stratégies flexibles et adaptables.	10		
Acquérez les compétences spécialisées nécessaires pour répondre aux crises urbaines.	10		
Partenariats et relations	12		
Incluez des activités de proximité dans la stratégie du projet.	12		
Coordonnez votre action avec d’autres prestataires de services.	12		
Envisagez une coordination dans une zone géographique plutôt que dans un secteur d’action.	13		
Choisissez vos partenaires avec soin.	13		
Nouez un dialogue prudent avec les acteurs armés.	13		
Analyse, évaluation et ciblage	16		
Reconnaitre les complexités de la violence urbaine.	16		
Évaluez soigneusement les forces et les besoins locaux.	16		
Familiarisez-vous avec les institutions locales et les services en place	16		
Soyez conscients des limites des outils d’évaluation existants.	17		
Planifiez minutieusement les évaluations à l’avance	17		
Pour les environnements à hauts risques, envisagez des stratégies de gestion à distance.	17		
Effectuez des évaluations répétées	17		
Utilisez un ensemble de méthodes quantitatives et qualitatives.	18		
		Pour le ciblage des bénéficiaires, considérez les besoins des communautés apparentées.	19
		Gestion de la sécurité	21
		Adaptez les mesures de sécurité au contexte local.	21
		Impliquez la communauté.	21
		Prenez les décisions sur la sécurité le plus près possible du terrain.	21
		Formez le personnel aux questions de sécurité.	21
		Soyez conscient des dangers des mines antipersonnel et des munitions non explosées.	22
		ENSEIGNEMENTS DANS DES SECTEURS SPÉCIFIQUES	
		Protection	22
		Introduisez progressivement les activités de protection.	22
		Veillez à l’intégration de la protection.	22
		Veillez à la confidentialité dans la gestion des cas.	22
		Santé	23
		Rétablir rapidement l’accès aux soins de santé.	23
		Offrez une variété de services de santé.	23
		Abri	23
		Adaptez vos interventions aux conditions locales	23
		Considérez la sécurité physique des différentes options d’abri.	24
		Considérez les questions de propriété et les autres conséquences de l’utilisation des propriétés en cas d’urgence.	24
		Subsistance	24
		Envisagez une aide monétaire	24
		Considérez soigneusement les avantages et les inconvénients des divers programmes de distribution alimentaire.	24
		Envisagez de promouvoir l’agriculture urbaine et périurbaine.	25
		Annexe 1	26
		Lecture complémentaire sur la violence dans les contextes urbains	
		Annexe 2	27
		Informations et outils complémentaires relatifs à l’environnement urbain	
		Bibliographie	28

Portée de ce document

Ce document identifie les leçons tirées d'interventions humanitaires dans des situations de violence urbaine. Il est axé sur les opérations et destiné principalement au personnel de terrain chargé de la conception et de l'évaluation des programmes. Les enseignements sont tirés d'études de cas et d'évaluations d'organisations humanitaires qui travaillent dans ces contextes.

Les milieux urbains connaissent de multiples formes de violence, depuis les hauts niveaux de violence interpersonnelle et criminelle, jusqu'à la violence des bandes et des guerres urbaines dirigées par des acteurs armés connus. Chaque situation est différente. Ce document est centré sur les enseignements clés qui sont suffisamment généraux pour être appliqués à la plupart de ces contextes.

Les pratiques mentionnées portent principalement sur la façon d'adapter les interventions humanitaires afin qu'elles aient un plus grand impact lorsqu'elles sont réalisées dans une situation de violence urbaine (par exemple les interventions en matière d'eau et d'assainissement ou de fourniture d'abris dans des villes qui connaissent un niveau élevé de violence). Elles concernent également la réalisation des interventions humanitaires qui s'intéressent spécifiquement aux effets de la violence (par exemple les interventions sanitaires dans des villes frappées par un conflit). Ce document n'examine pas les activités de consolidation de la paix ou destinées à agir sur les causes profondes de la violence. Bien qu'extrêmement importantes, ces activités n'entrent généralement pas dans les attributions des organisations humanitaires membres d'ALNAP. Du fait que ce document est axé sur la violence urbaine en ville, il ne couvre pas les interventions destinées aux personnes déplacées internes (PDI) ni aux réfugiés déplacés vers des milieux urbains qui ne sont pas particulièrement violents.

Les lecteurs sont invités à lire ce document en parallèle avec *Enseignements d'ALNAP : Réponse aux catastrophes urbaines* (Sanderson et Knox Clarke, 2012). Les enseignements de ce document qui se

rapprochent plus étroitement du présent problème sont mentionnés ici.

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude documentaire effectuée par les organisations humanitaires et les instituts de recherche qui jouent un rôle dans les interventions humanitaires dans des contextes urbains violents. Cette étude peut être consultée en ligne sur le portail des interventions humanitaires en milieu urbain (Urban Humanitarian Response Portal) soutenu par ALNAP et ONU-Habitat (<http://www.urban-response.org/>). Plus de 200 documents ont été examinés, et un petit nombre traitant de la violence urbaine ont été sélectionnés comme sources. Plusieurs experts ont également été invités à fournir des ressources complémentaires. Les sources ont été classées par secteur d'intervention, les informations ont été regroupées, et les points communs et les différences ont été mis en évidence afin d'en tirer des leçons concrètes.

Il faut noter quelques limitations spécifiques à cette étude. Peu ou pas de documents publiés ont été trouvés sur les problèmes suivants :

- *Les femmes et la violence*
- *Le choix et la distribution d'articles non alimentaires*
- *La description, l'identification et le ciblage des communautés affectées*
- *Les stratégies de communication publique et de plaidoyer*
- *Le suivi et l'évaluation des interventions humanitaires dans les situations de violence urbaine*

Les exemples de pratiques étaient parfois rares, même dans les domaines où des informations étaient disponibles. L'utilisation du portail des interventions humanitaires en milieu urbain en tant que principale ressource documentaire a également conduit à porter une attention particulière aux perspectives des organisations humanitaires et des instituts de recherche. Les ouvrages provenant d'autres sources, notamment sur le développement, la planification urbaine, la géographie et le milieu de la criminologie, sont donc sous-représentés.

Les enseignements présentés dans ce document doivent être considérés comme récents et non pas

comme immuables. Nous espérons qu'une plus grande recherche et une plus grande réflexion sur les pratiques seront entreprises et mises en commun, peut-être sur le [portail internet des interventions humanitaires en milieu urbain](#) et la [Communauté de pratique des interventions humanitaires en milieu urbain](#), afin d'améliorer la performance du secteur humanitaire dans les contextes urbains affectés par la violence.

Introduction

La violence en milieu urbain peut ou non remplir les critères d'application du droit humanitaire international, qui s'applique aux situations de guerre conventionnelles. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) emploie le terme « autres situations de violence » pour faire référence aux situations telles que les troubles civils, les émeutes, la répression de l'État, la violence suite aux élections, la violence des bandes et les démonstrations. Dans ces situations, les autorités font souvent une très grande utilisation des forces policières et militaires pour maintenir ou rétablir l'ordre public. Bien que ces situations n'atteignent pas le seuil d'un conflit armé, les conséquences humanitaires peuvent être tout aussi graves (CICR, 2012).

On rencontre ce type de situations principalement dans les villes. Cela s'explique, en partie, par le fait que l'urbanisation crée un environnement propice à la violence en raison des changements sociaux rapides qu'elle encourage, et en partie par sa concentration du pouvoir et des ressources (et de la déresponsabilisation et de la pauvreté) (Apraxine et al., 2012).

La violence urbaine non reconnue comme guerre selon le droit humanitaire international peut néanmoins causer de grands dommages. Dans certaines villes, les niveaux de violence semblent dépasser le seuil qui justifierait de les définir comme situations apparentées à un conflit armé. Rio de Janeiro au Brésil et Ciudad Juarez au Mexique constituent des exemples de violence urbaine qui pourraient être définis comme un conflit armé civil régi par le droit humanitaire international (Duijsens, 2010). Ces scénarios

représentent des nombres considérables de personnes tuées, blessées, violées, victimes de rapt, de torture, de déplacements forcés ou d'autres types de violence. Ils comprennent également parfois des arrestations massives ; l'emprisonnement d'un grand nombre de personnes pour raisons politiques ; des conditions de détention inhumaines ; des actes de violence symboliques ; la suspension des garanties judiciaires fondamentales, soit au titre de l'état d'urgence ou de manière systématique ; ou des allégations de disparition forcée (CICR, 2012).

La violence est parfois de courte durée mais peut aussi devenir chronique. Le terme « villes fragiles » a été employé pour décrire des villes où la violence est chronique et dont les pouvoirs publics ne sont plus maîtres de la situation et ne peuvent plus fournir les services, la sécurité et la représentation publics de base (Muggah et Jutersonke, 2012 ; Muggah et Savage, 2012).

La violence urbaine est généralement dynamique (soumise à des hausses et à des baisses rapides et à une fluidité géographique), hétérogène (familiale, interpersonnelle, collective, et mue par intentionnalités différentes), simultanée (et présentant des éléments communs) et interactive (différents types de violence et leurs effets s'influençant mutuellement) (Muggah et al., 2011). Ces éléments créent un contexte particulier et difficile pour les organisations humanitaires. Pour une lecture complémentaire sur la nature de la violence en milieu urbain, voir Annexe 1.

Rôle des organisations internationales humanitaires

Les stratégestes militaires et politiques sont de plus en plus conscients du rôle joué par les villes fragiles dans les situations de violence à faible et moyenne intensité et dans les urgences humanitaires (Norton, 2003). Pourtant la réponse des acteurs humanitaires demeure progressive sur le plan de la programmation (Muggah et Savage, 2012). Les organisations humanitaires travaillent depuis des décennies dans des villes en proie aux conflits armés (Beyrouth, Grozny, Huambo,

Jaffna, Kaboul, N'Djamena et Sarajevo) mais elles répondent plutôt lentement aux caractéristiques et à la dynamique spécifiques de la violence non liée à un conflit, générée par un environnement urbain. Cela s'explique, en partie, par le fait qu'il n'a pas toujours été aisé de savoir comment les organisations humanitaires pouvaient apporter un secours ou une protection humanitaires dans ces environnements complexes, surtout étant donné l'orientation rurale traditionnelle d'un grand nombre de ces organisations (Ramalingam et Knox Clarke, 2012). Outre la méconnaissance des conséquences humanitaires de la violence urbaine, les organisations n'ont pas encore établi de critères d'engagement dans ce type de situations.

Un certain nombre d'acteurs humanitaires abordent aujourd'hui avec prudence cette question, notamment les organisations à multiples missions dont les objectifs s'étendent au-delà d'aspirations humanitaires. Des donateurs tels que la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile, commencent à reconnaître les besoins humanitaires suscités par la violence associée à des acteurs armés non politiques, comme les cartels de la drogue, les bandes de rue et les groupes de crime organisé, en particulier au Guatemala, au Honduras, au Salvador et au Mexique (ECHO, 2013). Cependant, cette tendance reste plutôt l'exception à la règle et les organisations humanitaires doivent mieux comprendre et s'intéresser aux causes et aux impacts de la violence urbaine (Muggah et Savage, 2012).

Conséquences humanitaires de la violence urbaine

Les situations de violence quotidienne, constante, normalisée – comme le nettoyage social, les cambriolages armés, les agressions, les passages à tabac, les rapt, les meurtres, les menaces et les confrontations avec les forces de l'ordre pour le contrôle du territoire – occasionnent la souffrance et la vulnérabilité extrêmes, quel que soit le cadre juridique, et créent souvent un cercle vicieux qui entraîne un accroissement de la violence et d'autres dangers. Outre les pertes de vie, les traumatismes physiques et psychologiques sont courants. La violence peut également être cause du déplacement

de la population, de la décomposition du tissu social et de la détérioration des services sociaux et sanitaires et de l'ordre public.

Outre ses conséquences physiques directes, la violence peut créer un environnement d'insécurité qui peut parfois avoir des effets incapacitants chez les groupes vulnérables. Elle peut limiter la mobilité et donc l'accès à des biens et services de base, aux moyens d'existence, aux marchés et aux réseaux sociaux (Ronak Patel, communication personnelle, septembre 2013). Les besoins de soins de santé, d'abri, de nourriture, d'eau, de revenu et de sécurité des populations urbaines vulnérables, notamment des PDI, risquent d'exercer une pression supplémentaire sur les ressources et les services existants (Lucchi, 2010).

Les besoins humanitaires engendrés par la violence sont, dans une certaine mesure, plus importants que de savoir si cette violence est définie comme violence urbaine chronique ou comme conflit armé urbain. Les acteurs humanitaires doivent reconnaître la gravité de la violence urbaine en soi, au lieu d'attendre qu'une situation réponde aux critères spéciaux (juridiques) pour justifier une intervention (Muggah et al., 2011). Dans certains contextes touchés par la violence urbaine chronique, comme à Guatemala City, Medellin, Port-au-Prince et Rio de Janeiro, des organisations humanitaires telles que le CICR et Médecins Sans Frontières (MSF) cherchent des moyens de répondre aux besoins générés par la violence criminelle et associée aux bandes (Muggah et Savage, 2012). La plupart des enseignements présentés dans ce document proviennent de ces organisations.

Difficultés spécifiques aux milieux urbains

Bien que chaque contexte soit différent, les conflits urbains posent souvent des difficultés humanitaires qui sont différentes de celles rencontrées dans les milieux urbains ou qui viennent s'y ajouter (Cross et Johnston, 2011 ; Grünewald, 2012).

- Le dynamisme de la ville, ses hauts niveaux de mobilité et de dépendance vis-à-vis des marchés et des centres logistiques qui peuvent être perturbés par la violence, demandent des évaluations et des

interventions différentes de celles effectuées dans les milieux ruraux.

- Une forte densité de population implique un plus grand nombre de personnes susceptibles d'être touchées par la violence, parfois de façon écrasante, dans un endroit restreint. Les taux d'homicide peuvent être beaucoup plus élevés dans les zones à faible revenu que dans les autres parties de la ville (Muggah, 2012).
- La diversité des populations urbaines signifie que les besoins des populations affectées seront fortement différenciés dans des quartiers spécifiques et dans l'ensemble de la ville, et les méthodes de ciblage devront être adaptées en conséquence (Ramalingam et Knox Clarke, 2012).
- Les autorités hostiles, les lignes de front, les opportunités de profits criminels, les formes alternatives de gouvernance urbaine dans les bidonvilles, le besoin de négocier l'accès à des zones très localisées avec plusieurs acteurs différents, le chaos urbain et les dysfonctionnements structurels constituent tous des difficultés pour les interventions humanitaires (Muggah, 2012 ; McLean, 2013).
- L'accès aux services de base (services sanitaires et sociaux, protection physique et juridique) peut représenter un problème dans les environnements urbains violents soit parce que les services sont insuffisants soit parce que des restrictions sur les mouvements, imposées par l'insécurité, empêchent leur livraison (Cristina, 2011).
- La violence urbaine endémique peut progressivement transformer les relations et affaiblir l'efficacité d'une action collective, qui est essentielle aux échanges prévisibles dans les domaines politiques, commerciaux et sociaux.
- La violence urbaine peut avoir un impact sur l'apprentissage des enfants et des adolescents, fragiliser leur bien-être ainsi que leur potentiel de production et de revenus futurs (Muggah, 2012).

La suite de ce document présente les enseignements provisoires glanés des tentatives actuelles de surmonter ces obstacles.

ENSEIGNEMENTS

Stratégie

Expliquez clairement ce que vous voulez réaliser.

Quelle que soit la raison pour laquelle les organisations humanitaires interviennent dans les villes violentes – répondre aux effets de la violence, satisfaire des besoins humanitaires chroniques dans une situation de forte violence, ou poursuivre les opérations dans une ville gagnée par la violence au cours d'une opération – elles doivent bien préciser ce qui déclenche leur action et quels sont l'orientation, l'objectif et la portée de leur intervention.

Les frontières entre l'aide humanitaire et l'aide au développement sont souvent floues dans les contextes urbains. Il est donc important, avant d'envisager une intervention, de considérer une autre question complexe (Ferris, 2012) : dans quelle mesure les organisations humanitaires doivent-elles se préoccuper des caractéristiques à long terme, préexistantes de la violence ? Certaines organisations humanitaires offrent une assistance lorsque les besoins sont extrêmes (par ex. en cas de catastrophe naturelle et de flambées de violence) mais considèrent que leur rôle est limité pour agir sur les causes sous-jacentes de la vulnérabilité, puisqu'il s'agit essentiellement d'un problème de développement (Metcalf et al., 2011). D'autres s'intéressent aux besoins humanitaires chroniques (comme la santé, l'eau et l'assainissement) et œuvrent avec les autorités gouvernementales et locales pour améliorer la situation à moyen et long termes. Approvisionner une ville en eau ou fournir des soins de santé en milieu urbain par exemple, pourrait revenir à soutenir l'architecture existante des services de la ville, plutôt qu'à fournir directement des services (Ferris, 2012). D'autres encore considèrent que la prévention de la violence et la réduction ou la gestion des risques futurs d'incidence font partie intégrante de leur

intervention. Le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge teste ce modèle d'intervention intégrale (prévention, protection et assistance) dans divers endroits, y compris à Cali, Medellín et Rio de Janeiro (FICR, 2011 ; Croix-Rouge canadienne, 2012 ; Gussing, 2012 ; CICR, 2013b).

Voir également Leçon 1 dans Réponse aux catastrophes urbaines (Sanderson et Knox Clarke, 2012).

Assurez-vous d'avoir les capacités de réaliser l'intervention.

Après avoir défini l'étendue et les limites d'une intervention, une organisation doit s'assurer d'avoir les capacités de l'effectuer : engagement organisationnel et ressources financières, logistiques et humaines. Mettre en œuvre de telles interventions exige un dialogue avec les acteurs armés étatiques et non étatiques (les groupes rebelles, les bandes), une flexibilité et un engagement à long terme. Les organisations humanitaires ne sont pas toutes disposées à entreprendre ce dialogue, et la décision doit être minutieusement examinée (Bangerter, 2010).

Adoptez une approche localisée.

La violence et le conflit en milieu urbain sont généralement concentrés dans des quartiers spécifiques. Déterminer la portée et l'étendue d'une intervention humanitaire dépend invariablement des conditions localisées, notamment de l'intensité et de l'organisation de la violence. Le CICR centre son action dans des quartiers spécifiques de certaines comunas (sous-unités municipales) de Medellín et dans les favelas (communautés de bidonvilles) affectées par la violence à Rio de Janeiro qui représentent les points chauds de la violence. MSF a utilisé une approche similaire, en axant son action sur les zones les plus vulnérables de Rio de Janeiro et de Tegucigalpa. Même centrée dans un lieu spécifique,

une intervention humanitaire doit tenir compte de la dynamique complexe État-ville (par exemple entre des prestataires de services qui couvrent des zones à la fois gouvernementales et municipales). La violence peut également se déplacer à l'intérieur d'une ville, et il est important de surveiller les acteurs et les tendances en dehors de la région cible.

Il est important de définir la communauté avec laquelle une organisation a l'intention de travailler, ce qui est difficile dans des contextes urbains violents. Les communautés sont des « objectifs, réseaux et moyens d'existence communs et des lieux où la population est regroupée » (Rogers, 2012). Dans les villes, elles peuvent parfois être dispersées, plutôt que définies par une zone ; plusieurs communautés peuvent coexister dans une même zone. Une zone peut couramment inclure de nombreux habitants différents, qui ont des vulnérabilités et des capacités d'adaptation diverses et qui sont en conflit (Ramalingam et Knox Clarke, 2012). On pourrait y observer des démarcations floues entre civils et combattants, et ces personnes pourraient vivre dans un même quartier. Souvent, les jeunes filles et les fillettes victimes d'agression sexuelle perpétrée par des acteurs armés ne demandent pas de traitement ou ne signalent pas le crime à la police parce qu'elles vivent près des agresseurs et craignent les répercussions (Lucchi, 2012).

Prévoir une aide humanitaire dans un contexte urbain exige de comprendre les relations qui existent entre la communauté hôte et les PDI ; dans les villes, ces deux communautés vivent souvent côte à côte (Grünwald, 2012 ; Bernal-Franco et Navas-Caputo, 2013). Il est important de reconnaître que les acteurs communautaires, comme tous les acteurs, pourraient avoir leur propres listes de priorités et pourraient être victimes de pressions exercées par des bandes et d'autres groupes violents (Ramalingam et Knox Clarke, 2012).

Voir également Leçon 3 dans Réponse aux catastrophes urbaines (Sanderson et Knox Clarke, 2012).

Renforcez les capacités et les liens dans les communautés que vous servez.

L'assistance humanitaire doit être mise en œuvre de manière à renforcer les capacités, les ressources

et les réseaux existants (ONU-HABITAT, 2013). Le renforcement des capacités sociales de la population urbaine demande une approche stratégique qui investit dans le développement des compétences humaines et des capacités des structures communautaires, tout en reliant plus efficacement ces structures aux ressources gouvernementales et municipales. Le but ultime de cette approche n'est pas simplement de réduire la violence mais également de l'éviter à l'avenir (Gussing, 2012).

À Medellín et à Rio de Janeiro, les programmes du CICR cherchent à aller au-delà de la réponse aux besoins humanitaires de base et à développer la résilience de la population des communautés exposées à la violence (Bernal-Franco et Navas-Caputo, 2013). Les stratégies de MSF et du CICR sont toutes deux axées sur le soutien des communautés – en formant les dirigeants communautaires en matière de santé sexuelle et reproductive et de soins de premier secours, ou en les accompagnant pour faire valoir leurs droits aux services publics et en facilitant les contacts avec des organisations non gouvernementales pouvant les aider à long terme (Haroff-Tavel, 2010 ; Cristina, 2011 ; CICR, 2013b).

L'intervention de Saferworld à Nairobi comprenait une formation et une sensibilisation des agents de police et des communautés, la mise en place de centres communautaires de sécurité et d'information, l'éclairage des rues et l'installation de boîtes d'informations pour permettre à la population de signaler de manière anonyme des actes criminels ou des cas de violence. Ce programme a abouti à une plus grande confiance entre les résidents et les forces de l'ordre et à une amélioration de la sécurité (Banque mondiale, 2010). En répondant aux besoins chroniques à Kaboul, le projet Abris provisoires de CARE (KASS) a réuni les membres municipaux et communautaires de Kaboul pour leur expliquer leurs droits et responsabilités, développer la capacité des autorités à être attentifs aux besoins de la population et trouver des solutions aux problèmes (Kallweit et al., 2007).

Le principe de non-malfaisance.

Les organisations humanitaires ont bien entendu la

responsabilité de ne pas nuire (Anderson, 1999). Elles doivent tout particulièrement éviter que des actes de violence ne soient commis en raison de leurs actions (les systèmes de livraison de l'aide par exemple ne doivent pas mettre les bénéficiaires en danger) ou dans les régions qu'elles contrôlent (par exemple dans les abris provisoires) (Ferris, 2012).

L'analyse et la gestion de la sécurité doivent soigneusement considérer les risques auxquels les bénéficiaires sont exposés (Lucchi, 2012). En effet, les grands centres de distribution peuvent devenir des foyers de violence et de troubles (USAID, 2008). Les points de distribution doivent être situés dans des endroits qui permettent aux bénéficiaires de regagner leur domicile assez rapidement et à la lumière du jour (ACF, s.d.). Les points de contrôle où des « taxes » sont prélevées par les militaires ou par d'autres acteurs armés, sont courants dans des contextes de conflit et doivent être identifiés ; ils représentent des lieux évidents où les bénéficiaires sont exposés (Cross et Johnston, 2011). À Port-au-Prince, pour empêcher les voleurs de cibler les bénéficiaires, les agents du Catholic Relief Services ont adopté une action au niveau du quartier : de petits bureaux servent des quartiers distincts, ce qui permet de tirer parti des éléments positifs des centres de distribution en évitant les inconvénients des distributions massives (Ramalingam et Knox Clarke, 2012 ; Hirano, 2012).

Envisagez une approche à long terme. . .

La plupart des projets urbains reposent encore sur une planification à court terme des mesures d'urgence, qui a tendance à créer une vision plus limitée de l'avenir et une certaine instabilité du projet (Lucchi, 2012). Dans les domaines de la protection et de la prévention en particulier, la plupart des activités n'obtiennent pas de résultat significatif à court terme ; pour changer légèrement la dynamique, il doit y avoir un engagement sur plusieurs années, voire décennies. Des activités efficaces qui se terminent trop tôt peuvent créer plus de problèmes qu'elles n'en résolvent (Bangerter, 2010). À l'inverse, une approche à long terme bénéficiant de ressources, d'un soutien technique et d'une attention adéquats est essentielle (Croix-Rouge canadienne, 2012).

. . . mais planifiez votre stratégie de sortie dès le départ.

Opérer de manière efficace dans des contextes urbains exige une bonne stratégie de sortie, ce qui n'est pas simple. Cette stratégie doit inclure une vision permettant de déterminer comment cesser la fourniture continue de l'aide humanitaire (Grünwald et al., 2011). Ce moyen doit être défini au début du cycle de vie du projet. Des résultats clairement définis permettent une planification efficace à long terme dans les différents cycles annuels de planification, et garantissent la cohérence de la stratégie opérationnelle globale (Lucchi, 2012).

Choisissez des stratégies flexibles et adaptables.

Une stratégie opérationnelle doit être adaptable dans le temps et inclure une approche flexible, basée sur l'apprentissage, qui permette de renforcer et d'élargir les aspects performants en fonction des résultats initiaux obtenus (Lucchi, 2012). Les organisations doivent être disposées à accepter la possibilité que les programmes soient au bout du compte très différents des propositions originales (Savage et al., 2011). Il sera peut-être nécessaire de changer les idées préconçues pour répondre aux circonstances. La conception du projet KASS, par exemple, a permis une redéfinition des bénéficiaires prévus et une flexibilité du format de l'intervention, ce qui a contribué à la cohésion et au succès final du projet (Kallweit et al., 2007).

Acquérez les compétences spécialisées nécessaires pour répondre aux crises urbaines.

Dans un grand nombre de secteurs d'intervention, les organisations soulignent le besoin d'acquérir de nouvelles compétences et capacités. Comprendre la dynamique de la violence et du pouvoir dans les espaces urbains surpeuplés demande un investissement important de temps et de ressources (CICR, 2013a). La recherche sur la violence urbaine est en soi, une activité dangereuse. Il est possible aux acteurs externes de rencontrer des membres de bandes et d'autres acteurs non étatiques, mais une recherche approfondie doit être effectuée avant la rencontre, notamment sur la culture du groupe. La crédibilité de toute organisation humanitaire repose, dans une large mesure, sur la crédibilité de chaque

membre de son personnel (Bangerter, 2010), et il est important de trouver un personnel doté de l'expérience et des compétences adéquates (HPN et ECB, 2012).

Dans les évaluations des besoins, les équipes pluridisciplinaires, y compris les anthropologues, les juristes et autres experts, semblent pouvoir fournir une meilleure explication de la violence et de ses conséquences pour la population. En ce qui concerne les projets sanitaires, des spécialistes tels que des psychologues pour enfants et des travailleurs sociaux, sont nécessaires. Des compétences en mobilisation et communication sociales sont tout aussi importantes.

L'expérience de la Syrie indique que de nouvelles compétences et capacités sont requises pour répondre aux besoins d'abris dans ces situations. Les urbanistes qui comprennent les villes et les systèmes urbains sont plus nécessaires que les logisticiens. Il faut également davantage d'experts techniques du secteur du logement et de la construction (entre autres des ingénieurs, des spécialistes de la réparation, des planificateurs, des architectes et des travailleurs du bâtiment) ainsi que d'experts en propriété foncière. Enfin, des urbanistes sont également nécessaires pour conseiller les gouvernements lorsqu'ils commencent à reconstruire des villes plus sûres et plus intelligentes et qu'ils établissent des liens avec les parties prenantes urbaines (Masaud, 2013).

Partenariats et relations

Incluez des activités de proximité dans la stratégie du projet.

Des activités de proximité doivent faire partie du programme afin d'augmenter l'accès aux services. À Nairobi, les membres du personnel d'un centre de ChildFund allaient dans les rues pour informer la population sur les services qu'ils offraient (Moran, 2010). Dans le secteur de la santé, il est tout particulièrement important, en raison de la peur, de la stigmatisation et de la méconnaissance des services disponibles, que la communauté fasse confiance au personnel de la santé et comprenne le travail qu'il effectue ainsi que ses limitations. À cet égard, de simples messages sanitaires sur des sujets qui intéressent la population locale, ainsi que des informations sur les traitements disponibles (et souvent vitaux), doivent être un élément clé de la mise en œuvre d'un projet. Les agents de santé communautaires peuvent également collecter des informations sur les cas de violence récents ou sur les membres communautaires marginalisés, afin de leur offrir des conseils et de les orienter vers des services existants (Lucchi, 2012). À Aden, au Yémen, 20 agents de santé communautaires soutenus par le HCR travaillent dans le quartier de Basateen pour, entre autres, rechercher les patients perdus de vue dans les programmes de traitement de la tuberculose et des maladies chroniques, offrir un soutien nutritionnel aux familles et des services de santé aux mères et aux enfants (GHWA et al., 2011).

Coordonnez votre action avec d'autres prestataires de services.

Dans les contextes urbains violents, la coopération est nécessaire ne serait-ce qu'en raison de l'étendue des besoins présents. Les partenariats – avec les communautés affectées ; les autorités locales et municipales ; d'autres organisations humanitaires, de développement et des droits de l'homme ; le secteur privé ; les cercles universitaires ; les organisations religieuses et autres – pourraient **améliorer l'efficacité de la portée opérationnelle** des réponses aux urgences dues à la violence (Haroff-Tavel, 2010).

À Guatemala City par exemple, MSF a encouragé un partenariat entre le ministère de la Santé et le ministère de l'Ordre public pour mettre en place des services médicaux dans les bureaux où les agressions sont signalées, afin de permettre aux victimes qui demandent justice à accéder immédiatement à des soins médicaux (MSF, 2012). À Cité Soleil et Martissant, le CICR en conjonction avec la Croix-Rouge haïtienne, a introduit un système d'évacuation des blessés et des malades et a établi des postes de premier secours. Il a ainsi pu évacuer 1 500 personnes de Cité Soleil entre 2005 et 2007 (sur une population de 250 000 habitants) et traiter environ 200 personnes de plus chaque mois aux postes de premier secours (Bangenter, 2010). À Kaboul, CARE a noué des liens avec les départements et ministères gouvernementaux, des ONG et d'autres acteurs afin de regrouper et d'exploiter les activités de tous les acteurs (Kallweit et al., 2007).

Travailler en coopération avec d'autres organisations offre une valeur ajoutée dans plusieurs domaines :

- Le partage des informations sur les **évaluations du contexte et des besoins** favorise une meilleure compréhension des problèmes et des nécessités. Ainsi à Sanaa et à Aden, au Yémen, MSF a découvert que le travail en réseaux avec un grand éventail d'acteurs était essentiel pour obtenir des informations exactes sur l'impact de la violence et de l'insécurité sur la population (Sancristoval, 2011).
- Dans les efforts de **plaidoyer**, la présence de multiples acteurs peut servir de multiplicateur de force. Les organisations humanitaires peuvent agir ensemble pour stimuler un intérêt et un engagement plus larges des secteurs public et privé, démontrer les bonnes pratiques ou préconiser des objectifs et normes spécifiques (FICR, 2011 ; Angeloni, s.d.). MSF, par exemple, a tenté d'impliquer la communauté, les institutions, les autorités juridiques et sanitaires, les donateurs internationaux et l'ONU dans des activités de prévention de la violence sexuelle au Guatemala (Queen, 2011).

- La coordination peut être essentielle à la **sécurité**. Le bureau de sécurité des ONG, établi à Gaza par CARE International en 2008, fournit des informations, outils et analyses aux ONG pour leur permettre d'exécuter projets et missions en toute sécurité (Stoddard et Harmer, 2010).
- Les partenariats sont également importants pour garantir la **fourniture de services complémentaires** dans des domaines tels que la santé, l'alimentation, les abris, les services juridiques et la protection (Rouani et al., 2011). Pendant la crise à Falloudja, les ONG humanitaires ont souligné l'importance de coordonner la livraison des approvisionnements et d'évaluer les besoins aussi fréquemment que possible afin de pouvoir coordonner les actions futures. Un facteur clé a été la coordination entre le gouvernement, les autorités locales, les forces armées, les ONG et les autres organisations (Turlan et Mofarah, 2006).
- Les partenariats sont importants lors de la **planification de la sortie** d'un projet. Identifier d'autres organisations prêtes à poursuivre l'intervention permettra d'assurer une transition sans heurt. Il est essentiel de créer des liens avec les ONG locales, les agences de développement, les autorités municipales et les donateurs multilatéraux qui resteront sur place après le départ des organisations humanitaires. Le CICR, par exemple, a établi des partenariats avec les services d'approvisionnement en eau à Monrovia, au Liberia, et à Grozny, en Tchétchénie (Pinera et Reed, 2007). Au Honduras, outre la mise en place de cliniques mobiles, MSF a créé un partenariat avec le ministère de la Santé pour travailler aux côtés du personnel des centres de santé et fournir des soins médicaux, des médicaments et une formation du personnel. Après le départ de MSF, le ministère de la Santé pourra continuer à fournir des soins de santé primaires dans les centres de santé (IRIN, 2013).

Envisagez une coordination dans une zone géographique plutôt que dans un secteur d'action.

Le système de « clusters », qui est aujourd'hui la forme de coordination la plus courante, est soumis à d'énormes difficultés dans les contextes urbains,

car tous les problèmes associés à l'aide humanitaire et à la prestation de services sont étroitement liés localement. La coordination dans une zone géographique doit être établie et renforcée au niveau le plus approprié du système urbain, que ce soit au niveau du quartier, de la municipalité ou d'un groupe de communautés. Dans les contextes urbains, ce type de coordination géographique multisectorielle pourrait remplacer le système de clusters plus compartimenté (Grünewald et al., 2011). Dans les zones urbaines de Syrie, la coordination géographique au niveau du quartier et de la ville en matière d'abris, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, des services de base et de la planification est la forme d'exécution préférée (Masaud, 2013).

Choisissez vos partenaires avec soin.

Le travail en partenariat offre de nombreux avantages, mais le besoin de rester neutre peut présenter des difficultés dans les situations violentes, qu'elles répondent ou non aux critères conventionnels de guerre (CICR, 2013a). Dans les situations de conflit en particulier, beaucoup d'acteurs ont un programme politique chargé, et il est donc important de choisir un partenaire avec soin (Sancristoval, 2011).

Travailler avec les autorités gouvernementales par exemple, pourrait présenter des difficultés de neutralité dans les situations où le gouvernement est un combattant (Angeloni, s.d.). Les acteurs étatiques et les forces de l'ordre pourraient ne pas bénéficier de la confiance de tous les citoyens. Les mêmes considérations pourraient s'appliquer aux volontaires locaux, dont la connaissance locale est précieuse mais dont les capacités de neutralité et d'accès aux approvisionnements dans une situation de conflit restent inconnues (Davis, 2012). Un outil de cartographie du conflit (voir plus loin la section Analyse, évaluation et ciblage) peut aider à comprendre quels sont les principaux acteurs, les services qu'ils fournissent et leurs divers intérêts.

Nouez un dialogue prudent avec les acteurs armés.

Nouer le dialogue avec les acteurs armés – les forces policières et militaires ainsi que les bandes de territoire – est essentiel pour mettre en place et diriger des opérations de secours dans les contextes urbains violents. La plupart des organisations

humanitaires ont l'habitude de dialoguer avec les forces de l'ordre officielles sur des sujets opérationnels, mais aborder des acteurs armés non étatiques exige une grande prudence. Tout travail effectué par des acteurs humanitaires dans un quartier urbain contrôlé par une bande sera soumis aux délibérations et à l'autorisation de la bande, que l'organisation en soit consciente ou non (Bangerter, 2010). Un dialogue continu avec toutes les parties concernées peut permettre **d'accéder aux personnes ayant besoin d'aide** et de se déplacer et fonctionner librement à l'intérieur des communautés, y compris dans les zones contrôlées par des bandes ou des rebelles (CICR, 2013a). Il est également essentiel de contacter ces groupes pour **obtenir l'accès de la population aux services** (Bangerter, 2010).

Ainsi, grâce au dialogue entrepris par MSF avec toutes les parties au conflit à Port-au-Prince en décembre 2010, les jeunes qui se sont livrés à des actes de violence après l'élection ont permis aux véhicules de MSF et aux cas d'urgence de franchir indemnes leurs barrages routiers impromptus dans l'ensemble de la ville (Lucchi, 2012). Durant les dix premières années de la crise à Mogadiscio (1991–2000), l'accès aux camps de PDI et la livraison de l'aide devaient être négociés avec les représentants de l'autorité – propriétaires fonciers ou autres groupes contrôlant les terrains publics et privés (Grünwald, 2012).

La prise de contact et le dialogue sont importants pour la **sécurité** des opérations humanitaires : pour les opérations du CICR dans les *favelas* de Rio de Janeiro, les mesures de sécurité comprennent la notification des déplacements, l'utilisation de stations de radio communautaires, le contact direct et indirect avec les factions armées, et le dialogue avec les cercles politiques (Haroff-Tavel, 2010). De même, MSF à Rio de Janeiro a toujours informé les deux parties du conflit sur ses activités et ses déplacements dans les zones contestées. Alors que des contacts officiels hiérarchiques étaient établis avec les forces de la sécurité de Rio de Janeiro, une stratégie ascendante était également mise en œuvre pour traiter avec le Commando Vermelho, la *bande* qui contrôlait la zone. Présumant que les communautés avaient un contact quelconque avec les groupes territoriaux, MSF a dialogué dès

le début avec les dirigeants communautaires qui, plus tard, ont facilité le contact direct avec le chef du Commando Vermelho (Cristina, 2011). De même, dans le quartier Altos de Cazuca à Bogota, MSF était en contact avec des dirigeants communautaires autodésignés qui dépendaient généralement de l'un des groupes armés (Zabalgoeazkoa, 2011).

Le contact avec tous les acteurs armés est également important pour établir un **dialogue sur la protection**. Il y a une différence entre les groupes qui contestent l'autorité d'un État et ceux qui ont des objectifs essentiellement criminels. Dans le premier cas, un dialogue centré sur des dispositions destinées à réduire la violence armée peut être envisagé. Dans le dernier cas, ce type de dialogue a ses limites (Haroff-Tavel, 2010). En ce qui concerne les activités de protection destinées aux membres de bandes, la meilleure solution est d'adopter une approche minimaliste ; trouver une base d'échange sur des questions perçues comme pertinentes par le groupe, comme moyen de renforcer ses liens avec la communauté peut être clé. Par exemple, le dialogue pourrait porter sur la protection des installations, des personnels médicaux ou de l'infrastructure essentiels à cette communauté (Bangerter, 2010).

Outre les contacts avec tous les acteurs concernés, il est important que les organisations humanitaires travaillent sur des **stratégies d'acceptation** (vis-à-vis des groupes armés, des citoyens individuels et d'autres acteurs importants de la communauté environnante). Pour pouvoir travailler dans des environnements dangereux, une organisation doit se faire accepter progressivement, en répondant aux besoins de la population par une assistance visible pouvant être appréciée (par exemple en matière de santé, de premier secours, d'eau, d'hygiène, de traitement des eaux usées ou d'éducation) et permettant à l'organisation d'être mieux connue dans la communauté (Haroff-Tavel, 2010). À Port-au-Prince, la Croix-Rouge suisse a rencontré des membres et des chefs de bandes et a organisé des réunions avec tous les chefs de bandes pour examiner comment l'organisation pouvait aider la communauté (Hirano, 2012).

Il est essentiel de rester impartial et neutre, de fournir une aide non discriminatoire, basée sur les besoins, afin de gagner la confiance de toutes

les parties concernées et d'obtenir l'accès aux communautés soumises au contrôle des parties armées (Lucchi, 2010). Par exemple, la neutralité doit être respectée pendant les négociations avec les autorités locales (comme les services d'eau) et avec les acteurs armés pour garantir l'approvisionnement en eau en toute sécurité et répondre aux besoins de la communauté (Pinera et Reed, 2007). À Port-au-Prince, pendant ses travaux de réparation du système d'eau, le CICR s'est employé à convaincre les bandes d'autoriser les employés de la Régie des eaux à accéder en sécurité au quartier. Il a également fait en sorte que les habitants puissent obtenir de l'eau potable sans devoir la payer aux bandes (Bangerter, 2010). Une stratégie similaire a été adoptée dans les zones urbaines de Syrie, avec les forces du gouvernement et de l'opposition (Londoño, 2013).

Les stratégies de communication avec différents acteurs de la communauté sont également importantes. À Rio de Janeiro, outre le contact face à face avec les communautés et leurs dirigeants, le CIRC et MSF ont diffusé des informations sur leurs activités sur les stations de radio locales, afin d'atteindre tous les habitants de la ville (Haroff-Tavel, 2010 ; Cristina, 2011).

Analyse, évaluation et ciblage

Reconnaître les complexités de la violence urbaine.

L'intervention dans les situations de violence urbaine exige une compréhension approfondie du contexte (Muggah et Savage, 2012). Pour pouvoir opérer dans ce type d'environnement, une organisation humanitaire doit comprendre qui sont les acteurs importants et quels sont la position, les intérêts et les besoins de chacun. La violence peut revêtir de nombreuses formes, entre autres les soulèvements sociaux et politiques, les émeutes de la faim, les affrontements entre bandes, la violence à l'encontre des étrangers ou des membres de groupes ethniques ou religieux différents, et la violence criminelle associée au trafic de drogue, à la contrebande des armes, au trafic humain et au terrorisme (Haroff-Tavel, 2010).

La violence peut avoir des mobiles différents et partiellement communs, et peut impliquer une multiplicité d'acteurs. En Haïti, par exemple, les bandes urbaines, les anciens membres de l'armée haïtienne dissoute, les milices privées et les réseaux criminels coexistent. Certains acteurs ont des motivations politiques, d'autres non. Il n'est pas toujours facile de distinguer les lignes de démarcation entre les différents groupes. De plus, il est souvent difficile d'établir la distinction entre les agents de la violence et les victimes de circonstances propices à la violence (Kolbe, 2013). À Medellin et Altos de Cazuca, Bogota, les alliances peuvent changer d'un jour à l'autre, les groupes locaux sont dirigés par des organisations criminelles plus grandes et adoptent des tactiques de domination sociale, économique et territoriale envers le peuple et le territoire (Zabalgogazkoa, 2011 ; Bernal-Franco et Navas-Caputo, 2013).

L'analyse contextuelle doit inclure entre autres les questions suivantes :

- *Qui dirige la violence ? Qui en tire parti ?*
- *Quel territoire ces personnes contrôlent-elles/où opèrent-elles ?*
- *Quels sont leur orientation, leur idéologie, leurs buts, leur position, leurs intérêts et leurs besoins ?*

- *Quel est leur contexte social, quelles sont leurs alliances et qui les soutient ?*
- *Qui sont les cibles de la violence ?*
- *Quelle forme la violence revêt-elle ?*

Évaluez soigneusement les forces et les besoins locaux.

Concevoir une stratégie d'intervention et répondre aux besoins dans des environnements urbains affectés par la violence exigent une analyse minutieuse des problèmes spécifiques rencontrés par la population, de ses vulnérabilités et capacités de résilience, ainsi que des services publics et sociaux existants. Les effets de la violence et de la guerre ressentis par les populations urbaines sont difficiles à mesurer. Les vulnérabilités, souvent étroitement liées et partiellement communes, comprennent les effets directs et indirects de la violence, les effets psychologiques et physiques, et les besoins pressants et chroniques. Il est important d'identifier les formes spécifiques de la violence à l'encontre de groupes particuliers, y compris la violence basée sur le genre (Rouhani et al., 2011 ; Gussing, 2012). Pour survivre dans des villes déchirées par la guerre comme Mogadiscio, et y apporter de l'aide, les acteurs humanitaires doivent être en mesure d'évaluer les systèmes urbains ouverts, multicouches et complexes. Analyser les guerres urbaines et comment la population tente de s'y adapter est essentiel pour déterminer où et comment intervenir. Les différentes méthodes de guerre urbaine limitent l'accès de la population à la sécurité de base et à l'eau, à l'alimentation, aux moyens d'existence et aux services de base. Elles ont également un impact profond sur la marge de manœuvre des organisations humanitaires (Grünwald, 2012 ; Apraxine et al., 2012: 65-69).

Familiarisez-vous avec les institutions locales et les services en place.

L'expansion rapide de l'immensité des zones urbaines et la complexité de leur structure font qu'il est difficile d'évaluer les ressources disponibles et leur accessibilité par différents groupes socio-économiques. Une évaluation des centres de santé par exemple devrait tenir compte des services gouvernementaux,

des principaux hôpitaux privés, des cliniques dirigées par des ONG et des cliniques indépendantes de plus petite taille qui peuvent opérer dans différents quartiers (Rouhani et al., 2011).

Soyez conscients des limites des outils d'évaluation existants.

Il n'existe toujours pas de cadre d'évaluation adéquat pour les contextes urbains, pour faire un profil exact des groupes spécifiques à risque ainsi qu'une analyse détaillée du contexte, depuis le système de santé jusqu'aux réalités et obstacles culturels, économiques, juridiques, politiques et sociaux (Lucchi, 2012). Cependant des efforts dans cette direction ont été réalisés. MSF a appliqué une méthodologie d'évaluation de la santé à Tegucigalpa, au Honduras, qui comprenait une évaluation des centres de santé et des ONG, une évaluation des besoins sanitaires, l'utilisation de sources de données externes, des entretiens avec des groupes de discussion, une triangulation des données, une analyse des parties prenantes et une évaluation juridique (Rio Navarro et al., 2012).

Nous n'avons pas pu identifier de recommandations plus particulièrement relatives à l'évaluation des besoins dans des contextes urbains violents. Les ressources sélectionnées qui concernent les environnements urbains de manière plus générale sont citées en Annexe 2.

Planifiez minutieusement les évaluations à l'avance.

Avant de conduire une évaluation, il est important d'effectuer une étude de faisabilité, de connaître les obstacles et de savoir comment les réduire. Tout comme de nombreuses évaluations réalisées dans des villes assiégées, celle effectuée à Alep (Groupe de travail sur l'évaluation de la Syrie du Nord, 2013b) révèle les limitations d'un tel exercice : le temps, l'accessibilité et la sécurité, aggravés par une couverture géographique limitée, des chiffres démographiques peu clairs, une collecte d'informations primaires insuffisante et une couverture limitée, constituaient les principaux obstacles rencontrés par l'équipe d'évaluation. De plus, selon les informations disponibles, certaines populations nécessiteuses ont préféré ne pas être recensées, craignant l'emploi ultérieur qui pourrait être fait de leurs données.

Pour les environnements à hauts risques, envisagez des stratégies de gestion à distance.

Lorsque l'accès est impossible aux expatriés, l'option de déléguer les évaluations à des acteurs locaux (soit une ONG locale soit le personnel national d'une organisation internationale) peut être envisagée. Avant de procéder, les risques courus par le personnel ou les partenaires nationaux/locaux doivent être correctement évalués et atténués, et des systèmes doivent être mis en place pour garantir une gestion claire et cohérente, notamment des systèmes d'établissement de rapports, des protocoles de communication et des procédures de suivi (Stoddard et al., 2010).

Dans les situations où il est impossible d'obtenir la supervision ou la participation d'un personnel expatrié expérimenté, des mécanismes de contrôle supplémentaires peuvent être utilisés pour vérifier les informations recueillies localement, telles que les vidéos, les photos et la triangulation avec différentes sources (Grünewald, 2013). Des enquêteurs doivent être formés au recueil, à la protection et à la confidentialité des données et au code de conduite humanitaire.

Lors de l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines de Mogadiscio effectuée par le Programme alimentaire mondial (PAM), un seul expatrié a supervisé une équipe de 99 personnes recrutées localement, dont trois seulement étaient des consultants principaux. L'enquête a porté sur quinze districts de la ville. La méthodologie de l'enquête a pris en considération les caractéristiques et la dynamique de Mogadiscio, par exemple l'accès limité, les risques physiques et les difficultés associées (Guillemois, 2012). Le tableau 1 résume la préparation de l'évaluation de Mogadiscio, et indique clairement la dynamique du conflit et l'accessibilité de chaque district.

Effectuez des évaluations répétées.

Étant donné l'évolution rapide de la situation dans les villes exposées à la violence, il est quasi impossible d'obtenir, avec une évaluation unique, un aperçu exact de la situation qui soit fiable à court ou moyen terme. Comme le conclut l'évaluation d'Alep, une évaluation plus approfondie, systématique et

Liste de contrôle des évaluations dans des contextes urbains violents

Les questions à évaluer varient selon les secteurs, mais des éléments communs doivent être considérés :

- Zones et populations les plus affectées par la violence
- Identification des services et des prestataires (publics, ONG ou privés)
- Analyse de l'accès à ces services (par différents groupes de population)
- Évaluation des besoins (notamment santé, sécurité alimentaire, eau, abris et protection)
- Identification des groupes à risque (y compris les considérations sur la dimension de genre, les personnes vivant avec un handicap, les minorités et les personnes qui ne souhaitent pas être identifiées)
- Analyse des parties prenantes
- Analyse juridique (spécifique aux questions de protection)

La méthodologie de l'évaluation doit inclure les éléments suivants :

- Sources de données externes
- Entretiens avec des groupes de discussion
- Entretiens avec des informateurs clés
- Observation directe
- Triangulation des données

régulière est nécessaire pour obtenir un tableau toujours plus exact et opportun des besoins (Groupe de travail sur l'évaluation de la Syrie du Nord, 2013a). De même, Turlan et Mofarah (2006) indiquent qu'à Falloudja, il était important de faire une distribution initiale des articles de secours, basée sur une évaluation rapide des besoins (avec l'objectif supplémentaire d'obtenir l'acceptation de la population) et de réaliser une évaluation plus approfondie après la première intervention, afin de mieux comprendre le type d'aide requise, ainsi que les capacités de répondre à ces besoins. Des

évaluations trop répétées sont cependant à éviter, en ayant recours à une meilleure coordination entre organisations travaillant dans différents secteurs de l'aide (ACAPS, 2013b).

Utilisez un ensemble de méthodes quantitatives et qualitatives.

Dans ces situations, les données officielles ont tendance à être agrégées pour l'ensemble de la population urbaine. Les taux de malnutrition et d'homicide en milieu urbain sont généralement, dans les meilleurs des cas, des extrapolations grossières de données partielles. Ces informations généralisées sont difficiles à ventiler pour mieux comprendre des groupes ou zones spécifiques. De plus, les données démographiques dans des zones en conflit deviennent rapidement obsolètes car beaucoup de personnes se déplacent. Il est important d'adapter les outils d'évaluation existants de sorte à avoir une méthodologie mixte utilisant à la fois des informations quantitatives et qualitatives (Lucchi, 2012 ; ACAPS 2013b).

Les méthodes quantitatives telles que les enquêtes ne peuvent donner qu'un aperçu de la situation et les résultats sont souvent limités par le manque de clarté sur la représentativité de l'échantillon. Les entretiens individuels approfondis et les méthodes participatives permettent une meilleure interaction avec les communautés et une meilleure compréhension de leurs problèmes ; ils permettent également d'obtenir des informations plus exactes sur des sujets délicats tels que la violence sexuelle. Cependant, ces approches prennent souvent plus de temps que prévu (Rio Navarro et al., 2012 ; Koscalova et Viot, 2012).

L'évaluation d'Alep a collecté des données qualitatives et quantitatives à l'aide d'entretiens avec des informateurs clés et de l'observation directe. Des comités de secours, des dirigeants religieux, des organisations locales, des chefs de ménage, des personnels médicaux et des agents de police locaux ont été interrogés. Pour éviter le biais, les informations ont été ensuite triangulées avec les données provenant d'autres informateurs, de sources secondaires et d'observations. Des lieux publics comme les établissements scolaires, les hôpitaux, les marchés et les petits magasins ont également été visités pour compléter les

Tableau 1 : Caractéristiques par district (au moment de la préparation de l'évaluation)

District	Première ligne	Contrôlé par	Densité de la population	Accès	Remarques
Abdi Aziz	Oui	Principalement des insurgés 10 %	Très faible	Très difficile	Présence d'insurgés étrangers, accès difficile. District très petit, aucune possibilité de relocalisation dans le district.
Bondhere	Oui	GFP	Faible	Difficile	Récemment pris par le GFP.
Darkenley	Non	GFP	Forte	Ok	
Deynille	Non	Insurgés	Forte	Ok	
Hamar Jajab	Non	GFP	Forte	Ok	
Hamar Weyne	Non	GFP	Forte	Ok	
Hawl Wadag	Oui	Mixte	Très faible	Difficile	
Heliwa	Non	Insurgés	Faible	Ok	Accès possible par le nord du district.
Hodan	Oui	GFP principalement	Faible	Ok	Côté accessible.
Karaan	Non	Insurgés	Très faible	Difficile	District délicat.
Shibis	Oui	Insurgés	?	Difficile	Accès difficile.
Shingani	Oui	Mixte	Faible	Ok	
Waberi	Non	GFP	Forte	Ok	
Wadajir	Non	GFP	Forte	Ok	
Wardigley	Oui	Mixte	Très faible	Difficile	
Yaqshid	Oui	Insurgés	Faible	Difficile	
Elisha	Non	Insurgés	Forte	Ok	Destination de la population déplacée. L'accès n'est pas difficile et la population est mixte.

GFP = Gouvernement fédéral provisoire

Source : Guillemois (2012)

entretiens par l'observation directe. Le protocole de l'évaluation d'Alep prescrivait le rejet des données non triangulées (Groupe de travail sur l'évaluation de la Syrie du Nord, 2013b). L'évaluation des zones urbaines d'Afghanistan effectuée par le PAM (1998-1999) a utilisé la même méthodologie (Paul Knox-Clarke, ALNAP, communication personnelle, septembre 2013).

Pour le ciblage des bénéficiaires, considérez les besoins des communautés apparentées.

Il est extrêmement difficile, dans les contextes urbains, de cibler les populations bénéficiaires de l'aide, et une simple erreur peut rapidement devenir un problème de sécurité. À Mogadiscio en particulier, le système somalien de clans et de sous-clans est tel

Travailler avec des cartes

La cartographie est essentielle aux évaluations des besoins, à la communication avec les parties prenantes et à la planification.

La production et l'utilisation de différents types de cartes (à plusieurs échelles, à plusieurs facteurs et historiques) devraient systématiquement faire partie des opérations humanitaires dans les milieux urbains. Des unités géographiques et administratives ainsi que des éléments socio-économiques et ethniques (tels que la densité, le type et le niveau socio-économique de la population) doivent être identifiés et qualifiés. Leurs liens – souvent sur le plan du flux de personnes, de l'emploi, de l'argent et des biens, mais aussi de la domination politique et de l'exploitation socio-économique – doivent être clarifiés (Grünewald et al., 2011). Des dispositifs GPS (système de localisation mondiale) peuvent être utilisés pour localiser des sites d'intérêt. Des cartes numérisées peuvent également être utiles pour visualiser la dynamique et les tendances de la violence. La technologie ouverte est disponible et pourrait être plus largement utilisée par les organisations humanitaires pour cartographier, cibler et coordonner l'aide. Les informations obtenues de personnes dispersées peuvent être rassemblées et géographiquement coordonnées pour créer une carte électronique. Les résultats sont publiés en ligne et les matériels sont continuellement mis à jour.

Ainsi, le projet KASS a utilisé des dispositifs GPS et des cartes numérisées pour enregistrer l'emplacement exact de cinq catégories d'abris et de leurs latrines attenantes, ainsi que des puits communautaires et familiaux, des fossés d'évacuation des eaux et des sections de routes de gravier (Kallweit et al., 2007).

Le projet Ushahidi avait été créé, à l'origine, pour surveiller les citoyens pendant la période de violence suite aux élections de 2007 au Kenya, et a été utilisé plus tard en Haïti. Ce projet, dirigé par des volontaires, visait à dresser une carte ouverte, produite par le public, afin de faciliter la bonne livraison de l'aide suite au tremblement de terre de 2010 (Smith et al., 2011). Un projet similaire dresse une carte du harcèlement sexuel au Caire (Harassmap, à <http://harassmap.org>).

Voir également Leçon 8 dans Réponse aux catastrophes urbaines (Sanderson et Knox Clarke, 2012).

que les organisations d'aide humanitaire courent le risque d'être considérées comme l'ennemi par un clan si elles fournissent de l'aide à un autre clan, ce qui fait que le ciblage et l'allocation de l'aide fondés sur les besoins est une entreprise risquée. Dans ces situations, la méthode la plus fréquente est le ciblage par zone et par site, qui fait bénéficier de l'aide l'ensemble de la population d'une zone donnée (Grünewald, 2012).

PANICA, un projet à Cali conçu à l'origine pour aider uniquement les enfants de la rue, a englobé au bout du compte les personnes déplacées, les jeunes et les enfants vulnérables à la violence dans les écoles urbaines, ainsi que les familles des enfants. Cette approche reconnaissait le besoin d'une programmation intégrée tenant compte des conditions et des contextes liés entre eux, et la nécessité de définitions plus larges (FICR, 2011).

Gestion de la sécurité

Adaptez les mesures de sécurité au contexte local.

Les zones urbaines présentent différents types de risques de sécurité (Wille et Fast, 2010 ; Cross et Johnston, 2011), notamment les dangers liés aux foules, aux bandes, aux pillages, aux feux croisés et aux tirs de précision (Zabalgogezkoa, 2011). La situation sécuritaire peut aussi changer très rapidement. Les stratégies destinées à évaluer et à gérer les risques doivent être adaptées en conséquence ; elles demandent parfois une analyse par blocs. Les évaluations des risques doivent inclure les éléments suivants (Rio Navarro, 2011) :

- Une description détaillée du quartier ou de l'établissement destinataire de l'aide
- La route préférée pour atteindre le lieu
- Des évaluations des risques séparées pour le jour et la nuit
- Les endroits où garer le véhicule
- Les coordonnées d'un représentant de la communauté
- Un endroit où s'abriter en cas d'urgence
- Les principales menaces potentielles, par ordre de probabilité et d'impact possible
- Les mesures préventives pour faire face à ces menaces

Impliquez la communauté.

La sécurité d'une organisation dépend, en grande partie, de l'attitude des communautés touchées par le conflit. Il est essentiel d'impliquer les membres de la communauté dans les initiatives de sécurité (et de s'assurer qu'ils comprennent quelles seraient les conséquences d'un incident de sécurité – c'est-à-dire, très probablement, la fin du programme). Tenir les membres de la communauté bien informés sur un programme devrait permettre de réduire les plaintes, les menaces et les comportements potentiellement dangereux les jours de distribution (ACF, s.d.).

Les communautés doivent avoir le sentiment de faire partie des activités de l'organisation. Les membres ou les dirigeants communautaires peuvent

prendre part aux évaluations quotidiennes de la sécurité du site et doivent approuver les procédures opérationnelles de l'organisation (Rio Navarro, 2011).

Prenez les décisions sur la sécurité le plus près possible du terrain.

Étant donné l'instabilité et la spécificité du contexte de chaque quartier, il est important, pour réduire les temps de réaction, que l'équipe directement impliquée dans les activités et la plus proche du terrain, prenne les décisions de sécurité pertinentes (par exemple sur les évacuations). Les activités de proximité dans la communauté placent le personnel très près des victimes mais aussi des agresseurs. À Tegucigalpa, MSF a élaboré des protocoles et des définitions de rôles précis pour chaque membre de l'équipe de proximité pouvant prendre la décision de quitter un site particulier. La coordination générale au bureau principal (de la capitale) était possible en cas de problème (Rio Navarro, 2011).

À Altos de Cazuca, Bogota, MSF a transféré une part significative de la responsabilité aux cadres supérieurs du personnel national. Le chef de mission approuvait la présence et les activités des équipes MSF dans la zone une fois par semaine seulement (Zabalgogezkoa, 2011).

Formez le personnel aux questions de sécurité.

Une stratégie de sécurité cohérente doit être élaborée et les lignes directrices, procédures et protocoles de sécurité doivent être appliqués (Lucchi, 2012 ; ACF, s.d.). Cela implique l'examen régulier et la mise à jour de tous les documents sur la sécurité (disons tous les 6 mois) et la mise en place d'un système de signalement des incidents.

De plus, la formation appropriée du personnel chargé des opérations de secours dans ces contextes est d'une importance primordiale. Des ateliers sur la gestion de la sécurité doivent être réalisés avec tous les membres de l'équipe, et les nouvelles recrues doivent recevoir des instructions spéciales

sur la gestion de la sécurité. Des protocoles doivent être mis en place pour orienter les patients armés vers des hôpitaux publics (ce qui déclenchera probablement l'arrestation de ces patients), pour faire face aux acteurs armés sous l'influence de la panique ou de la drogue, et pour préserver la confidentialité des données (Cristina, 2011).

Soyez conscient des dangers des mines antipersonnel et des munitions non explosées.

Après un conflit, les villes peuvent présenter un grand risque, aussi bien pour la population

locale que pour les équipes de secours et d'aide humanitaire, en raison de la présence de mines antipersonnel et de munitions non explosées. Toute intervention de secours doit être soutenue par des équipes de décontamination qui garantiront la sécurité. L'expérience de l'Opération Licorne en Côte d'Ivoire, ainsi que les difficultés rencontrées par les habitants de Grozny et de Mogadiscio, montrent combien il est essentiel d'avoir des équipes pouvant être déployées rapidement pour déminer, se débarrasser des munitions non explosées et des objets piégés, et faciliter ainsi le retour de la population dans ces quartiers (Grünewald, 2013).

ENSEIGNEMENTS DANS DES SECTEURS SPÉCIFIQUES

Protection

Introduisez progressivement les activités de protection.

In order to implement protection programs in violent urban settings, it is important for humanitarian workers to build trust with the different actors and communities involved, and then make gradual connections between other types of assistance and protection. Particularly in settings not governed by international humanitarian law, protection work needs to be started from scratch. For example, in Medellín, the ICRC is talking to school children and their families about rules for living together, creative conflict resolution, the dangers of weapons, self-protection measures, first aid, and sexual and reproductive health. At the same time, the ICRC disseminates legal rules on the use of force, arrest and detention to members of the security forces; they disseminate humanitarian principles, and they visit prisons and rehabilitation centres for minors (ICRC, 2013b).

Veillez à l'intégration de la protection.

Dans les contextes urbains, le lien entre la protection et d'autres types d'assistance est important. Pour accroître la pertinence et l'efficacité, il est important de s'employer sans relâche à la pleine intégration

des questions de protection dans toutes les activités d'assistance et de prévention, y compris dans les programmes portant sur la santé, l'eau et l'assainissement et l'éducation (Gentile, 2011; Grünewald et al., 2011).

Veillez à la confidentialité dans la gestion des cas.

La confidentialité dans la gestion des cas peut représenter la différence entre la vie et la mort, étant donné les relations souvent difficiles entre les communautés, la police et le système judiciaire (Grünewald et al., 2011). À Nairobi, l'IRC a établi un centre d'information pour les habitants du quartier d'Eastleigh, où les réfugiés pouvaient demander, entre autres, où obtenir un traitement pour des problèmes montrés du doigt, comme la violence sexuelle et basée sur le genre et le VIH-SIDA. Ouvert à tous les membres de la communauté, ce centre a introduit des mesures pour protéger les informations et l'identité des visiteurs. Les personnes n'utiliseront pas les services si elles soupçonnent que leur anonymat risque de ne pas être respecté (Barcelo et al., 2011). En Papouasie-Nouvelle Guinée, MSF a organisé la relocalisation sûre et confidentielle des victimes de violence (McPhun, 2011).

Santé

Rétablir rapidement l'accès aux soins de santé.

Dans les villes déchirées par la guerre, la possibilité de sauver la vie des blessés est directement liée au temps nécessaire pour obtenir un traitement. La destruction de l'infrastructure sanitaire, le manque de fournitures médicales, la pénurie d'énergie, et l'effondrement du système d'orientation des patients créent d'énormes obstacles aux soins de santé. Dans les situations où le système de santé s'est effondré, la population a besoin de soins de santé de base et de traitements pour les blessures causées par la violence. À Mogadiscio, le CICR et MSF ont œuvré dans un nombre limité d'hôpitaux qui sont restés accessibles pendant les confrontations (Grünwald, 2012). Dans certains contextes, établir de petites cliniques dans les quartiers les plus affectés est la meilleure solution pour faciliter l'accès aux soins de santé.

Offrez une variété de services de santé.

Un modèle intégral de soins (médicaux, psychologiques et sociaux) est souvent le meilleur moyen de répondre aux besoins des survivants de la violence. La violence armée peut conduire à d'autres formes de violence – sexuelle, familiale et auto-infligée (OMS, 2002) – et les interventions sanitaires doivent être prêtes à traiter également ces cas. À Tegucigalpa, l'un des principaux problèmes était d'assurer un accès en temps utile à des services médicaux, psychologiques et sociaux de qualité pour les survivants de violences sexuelles (Llanos, 2011). À Rio de Janeiro, MSF a mis en place un établissement de santé doté d'une salle d'urgence, au centre de la favela, pour offrir des soins médicaux d'urgence, des services de stabilisation et un soutien psychologique. Un système d'orientation des patients, y compris un service ambulancier, a ensuite été créé pour garantir le meilleur niveau de soins. D'autres prestataires de services étaient également encouragés à référer des cas à la clinique MSF (Cristina, 2011). Dans le district Martissant de Port-au-Prince, outre un centre médical fixe, MSF gère trois cliniques mobiles pour traiter les patients dans des lieux éloignés et difficiles d'accès (De Mayo, 2011).

Abri

Adaptez vos interventions aux conditions locales.

Dans les villes, les familles déplacées par le conflit peuvent trouver diverses solutions de logement. Dans les zones surpeuplées de Mogadiscio, les PDI se relogent dans d'anciens bâtiments du gouvernement, s'installent dans des enceintes en négociant l'accès avec les gardiens, et louent de petites parcelles de terrain, parfois à grands frais (Grünwald, 2012).

Dans les centres urbains de Syrie, trouver un abri adéquat reste la plus grande difficulté pour la plupart des familles déplacées, qui doivent adopter diverses mesures temporaires : occuper des tentes rudimentaires sur des terrains vagues, des abris collectifs, des bâtiments vides publics et privés (pour la plupart sans eau, installations sanitaires, fenêtres ni portes), s'installer dans des établissements scolaires et sanitaires et chez des familles d'accueil et louer des appartements s'il en existe de disponibles et abordables. D'autres familles restent chez elles, beaucoup dans des logements qui ont été endommagés ou pillés, et ont un grand besoin d'aide pour entreprendre des réparations (Groupe de travail sur l'évaluation de la Syrie du Nord, 2013b). Les PDI regagnent généralement leur domicile lorsque les combats atteignent d'autres zones. De plus, les PDI et les personnes qui regagnent leur domicile ont des besoins supplémentaires et différents (ONU-HABITAT, 2013).

Pour prévoir une intervention portant sur les abris, vous devez entreprendre une analyse quantitative et qualitative approfondie pour déterminer comment et où différentes modalités visant à fournir des abris aux familles les plus vulnérables dans le respect de leur dignité, présentent le meilleur rapport efficacité-coût. Les options à envisager sont l'offre de kits d'abris, l'aide aux réparations des logements et le versement d'argent aux familles d'accueil.

Considérez la sécurité physique des différentes options d'abri.

Après un siège, un bombardement intensif, une opération de contre-insurrection ou une catastrophe, la réponse classique de l'aide est la distribution de bâches et, plus récemment, de tentes. Cependant, à Port-au-Prince, la plupart des personnes déplacées ne voulaient pas laisser leurs possessions dans des quartiers en ruines et abandonnés, dans des tentes, ou dans des camps sous des bâches en plastic. Ils craignaient les visites nocturnes d'intrus. Les meurtres et les viols étaient fréquents et souvent n'étaient pas signalés (Hirano, 2012). Cela aboutissait fréquemment à l'installation des PDI dans des zones encore moins sûres que les sites qu'elles avaient laissés, sur le plan de la protection contre le crime et de la sécurité physique des structures (Ferris et Ferro-Ribero, 2012).

Considérez les questions de propriété et les autres conséquences de l'utilisation des propriétés en cas d'urgence.

Il est important de placer rapidement les occupants d'abris précaires dans des logements potentiellement permanents (Grünewald, 2013). À cet égard, le problème fondamental est d'obtenir l'accès à des terrains et des bâtiments en évitant des conflits et des cas de violence ultérieurs entre utilisateurs et propriétaires. Pendant la phase d'urgence, les acteurs humanitaires devront s'efforcer d'adopter une approche de non-malfaisance – par exemple en évitant d'installer des personnes chez d'autres personnes ou dans des propriétés publiques comme les écoles (ou les mosquées ou les églises si le conflit est religieux). Pendant la phase de reconstruction, les acteurs internationaux doivent être conscients du danger d'utiliser les plans d'installation pour imposer la domination (Barakat et Narang-Suri, 2009 ; Piquard, 2009). Une approche durable de la planification urbaine après une crise doit être centrée sur la population et inclure la recherche d'un consensus, la coordination, la reconstruction de l'infrastructure et des services essentiels et la planification comme catalyseur du relèvement économique (ONU-HABITAT, s.d.).

Substance

Envisagez une aide monétaire.

Dans les environnements urbains, si les produits sont encore disponibles sur le marché, l'aide sous forme d'argent liquide aura des avantages secondaires pour l'économie et la communauté locale, en accroissant le pouvoir d'achat local et en encourageant les commerçants locaux à vendre une plus grande quantité d'aliments à des prix abordables. Dans les contextes violents, l'argent, qui est moins volumineux et donc moins visible que les rations alimentaires, peut être plus sûr aussi bien pour les bénéficiaires que pour les travailleurs humanitaires (Grünewald, 2013). Au Kenya, l'organisation Concern a agi en partenariat avec la société privée Safaricom pour mettre en place M-pesa, un système de distribution d'argent aux bénéficiaires par téléphone portable (Brewin, 2008). Depuis, cette technologie a été utilisée dans de nombreuses interventions humanitaires telles que le programme argent-contre-travail du PAM à Manille (PAM, 2010) et dans le cadre de l'intervention de Mercy Corps en Haïti.

Le système de bons représente une autre forme de transferts monétaires. À Mogadiscio, en Cisjordanie et à Bogota, le CICR a distribué des bons qui pouvaient être utilisés pour faire des achats dans des magasins sélectionnés. En Haïti, Oxfam a donné des bons pouvant être échangés dans les magasins locaux contre un ensemble d'articles alimentaires et une somme d'argent. À Gaza, les bons permettent aux bénéficiaires d'accéder à un panier alimentaire varié (comprenant des produits laitiers frais et des œufs), et représentent une injection d'argent dans l'économie (Qleibo et Bertola, 2011 ; Mountfield, 2012). Les bons sont, cependant, plus contraignants à gérer que l'argent, car les magasins doivent maintenir des comptes séparés et attendre le remboursement (Grünewald, 2012).

Voir également Leçon 4 dans Réponse aux catastrophes urbaines (Sanderson et Knox Clarke, 2012).

Considérez soigneusement les avantages et les inconvénients des divers programmes de distribution alimentaire.

Lorsque les marchés ne fonctionnent plus et que certaines zones sont coupées des approvisionnements en vivres, la distribution alimentaire pourrait être la seule solution possible. Dans les villes assiégées,

comme Alep, la forte hausse des prix due au blocage des routes de commerce est telle que la population a du mal à obtenir des articles alimentaires (ACAPS, 2013a). Dans ces circonstances, malgré les problèmes d'accès et de logistique associés, les distributions alimentaires sont souvent la seule bouée de sauvetage.

Dans certains endroits, comme à Mogadiscio, la méthode la plus traditionnelle de distribution d'aide alimentaire – des rations d'aliments secs – s'est révélée extrêmement difficile en termes de ciblage des personnes concernées et d'efficacité logistique tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les paiements extorqués aux points de contrôle entre le port de Mogadiscio et le site de livraison, augmentent considérablement le coût.

La distribution de repas préparés (rations d'aliments frais) est également une option et était au cœur des opérations des cuisines du CICR au début des années 1990. Le détournement d'aliments préparés au site de distribution est moins probable et le coût du combustible de cuisson transféré des familles aux organisations d'aide, est un autre avantage (Grünewald, 2012). Cependant, une évaluation du PAM portant sur ses propres activités à Mogadiscio a noté que la fréquentation des sites de distribution d'aliments frais variait fortement selon les districts. Elle était particulièrement faible le long de la ligne de front, ce qui pouvait être lié à l'incapacité physique d'accéder aux sites d'alimentation en raison de l'insécurité. Un autre facteur ayant pu avoir un effet négatif sur la fréquentation est la distance qui séparait les domiciles du point de distribution (Guillemois, 2012).

Envisagez de promouvoir l'agriculture urbaine et périurbaine.

Les programmes d'agriculture urbaine et périurbaine peuvent être efficaces dans les villes assiégées ou touchées par un conflit. Le CICR en a fait une partie intégrante de son intervention dans les villes de l'ancienne Yougoslavie, à Kaboul au début des années 1990 et même dans les *barrios* périurbains d'Huambo, en Angola. Des semences distribuées par le CICR à Sarajevo ont été cultivées même sur les toits de bâtiments et sur les balcons pendant le siège (Grünewald, 2013). À Gaza, un projet urbain d'élevage

de poissons sur les toits fournit un complément alimentaire sain à de nombreuses familles (FAO, s.d.).

Les interventions alimentaires peuvent également permettre de soutenir les moyens d'existence. À Kaboul, Mazar-i-Sharif, Kandahar et Jalalabad, le PAM a aidé 86 boulangeries en leur fournissant de la farine de blé gratuite et du sel iodé. Ces boulangeries employaient 897 femmes et 63 hommes qui fournissaient du pain subventionné à 167 868 bénéficiaires (PAM, 2004).

Annexe 1 : Lecture complémentaire sur la violence dans les contextes urbains

- Beall et al. (2011) 'Cities, conflict and state fragility', Crisis States Working Papers Series No.2 : Working Paper no. 85. Londres : Crisis states research centre. <http://www.alnap.org/resource/7341>
- Bernal-Franco, L. et Navas-Caputo, C. (2013) 'Urban violence and humanitarian action in Medellin : Discussion Paper 5'. Humanitarian Action in Situations Other than War. <http://www.alnap.org/resource/8742.aspx>
- Bourgois, P. (2001) 'The power of violence in war and peace : post-Cold War lessons from El Salvador', dans Scheper-Hughes, N., et Bourgois, P. (éd.) *Violence in War and Peace : An Anthology*. Oxford : Blackwell Publishing : pp. 425-434. <http://www.alnap.org/resource/8822>
- Briceño-León, R. (2005) 'Urban violence and public health in Latin America : a sociological explanatory framework'. Rio de Janeiro : Cadernos Saude Publica : 21(6):1629-1664. <http://www.alnap.org/resource/8823>
- Cruz, J.M. (1999) 'Victimization from Urban Violence : Levels and Related Factors in Selected Cities of Latin America and Spain'. *Research in Public Health : Technical Papers*. Washington : Pan American Health Organization. <http://www.alnap.org/resource/8824>
- Davis, D. (2012) 'Urban Resilience in Situations of Chronic Violence, Final Report'. Washington : USAID. <http://www.alnap.org/resource/8825>
- Krug et al (éd.) (2002) 'World Report on Violence and Health'. Genève : OMS. <http://www.alnap.org/resource/8830>
- Krug et al (éd.) (2002) « Rapport mondial sur la violence et la santé ». Genève : OMS. http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/en/full_fr.pdf
- Moser, C. (2004) 'Urban violence and insecurity : an introductory roadmap'. *Environment and Urbanization*. 16(2): 3-16. <http://www.alnap.org/resource/8702>
- Moser, C. (2006) 'Reducing Urban Violence in Developing Countries : Policy brief'. Washington : The Brookings Institution. <http://www.alnap.org/resource/8826>
- Muggah, R. (2012) 'Researching the Urban Dilemma : Urbanization, Poverty and Violence'. Ottawa/ Londres : CRDI et DFID. <http://www.alnap.org/resource/8369>
- Muggah, R., et Dudley, S. (2013) 'Una Guerra con Otro Nombre'. *Huffington Post*, 15 août. <http://www.alnap.org/resource/8827>
- Muggah, R. et Caputo, C. (2013) 'The future of humanitarian action could be decided in Medellin'. <http://www.alnap.org/resource/8859>
- Fernandes, R.C., et de Sousa Nascimento, M. (2007) 'Chapter 7 : Mapping the divide : firearm violence and urbanization in Brazil', dans *Small Arms Survey*. Cambridge : Cambridge University Press, pp. 227-257. <http://www.alnap.org/resource/8829>
- Ramos de Souza et al. (2006) 'The panorama of urban violence in Brazil and its capitals'. *Ciência & Saúde Coletiva*, 11(2):363-373. <http://www.alnap.org/resource/8828>
- La Banque mondiale. (2010) 'Violence in the City, Understanding and Supporting Community Responses to Urban Violence'. Washington : The International Bank for Reconstruction and Development et la Banque mondiale. <http://www.alnap.org/resource/8782.aspx>
- ONU-HABITAT (2007) 'Global Report on Human Settlements 2007 : Enhancing Urban Safety and Security'. Londres : Earthscan. <http://www.alnap.org/resource/6524>
- Urban tipping point. (2012) 'Understanding the Tipping Point of Urban Conflict'. <http://www.alnap.org/resource/8839>

Annexe 2 : Informations et outils complémentaires relatifs à l'environnement urbain

Comme indiqué plus haut, nous n'avons pas pu identifier, dans cette étude documentaire, d'informations spécifiquement liées au sujet de l'évaluation des besoins dans les contextes urbains violents. Il existe cependant une variété de ressources relatives à l'environnement urbain. Des liens utiles sont fournis ci-dessous.

EFUS (2007), 'Guidance on Local Safety Audits : A Compendium of International Practice'. Paris : EFUS.
<http://www.alnap.org/resource/8831>

EFUS (2007), « Guide sur les audits locaux de sécurité : Synthèse de la pratique internationale ». Paris : EFUS
http://efus.eu/files/fileadmin/efus/secutopics/EFUS_Safety_Audit_f_WEB.pdf

FAO, FewNet et WFP (2010) 'Comprehensive food security and vulnerability analysis (CFSVA) and nutrition assessment for Kenya high-density urban areas'. Rome : UNWFP.
<http://www.alnap.org/resource/7027>

Howe, K. et Adams Brown, C. (2013) 'Technical Brief (Draft), Networks and Neighbourhoods, A Guide to Rapid Assessment in Urban Space'. CHF International pour ACAPS.
<http://www.alnap.org/resource/8840>
<http://www.alnap.org/resource/7027>

Jacobsen, K., et Furst Nichols, R. (2011) 'Developing a Profiling Methodology for Displaced People in Urban Areas'. Medford : Feinstein International Centre
<http://www.alnap.org/resource/6306>

Kolbe, A., et Muggah, R. (2010) 'Surveying Haiti's post-quake needs : a quantitative approach', Humanitarian exchange 48. Londres : HPN/ODI.
<http://www.alnap.org/resource/8832>

Kolbe, A., et Muggah, R. (2010) « Tour d'horizon des besoins d'Haïti après le tremblement de terre : une approche quantitative », HPN/ODI.
<http://www.odihpn.org/translated-content/tour-dhorizon-des-besoins-dhaiti-apres-le-tremblement-de-terre-une-approche-quantitative>

O'Leary, R., et Viswanath, K. (2011) 'Building Safe And Inclusive Cities For Women : A Practical Guide'. ONU-FEMMES et ONU-HABITAT.
<http://www.alnap.org/resource/8836>

UNODC et ONU-HABITAT (2009) 'Cross-Cutting Issues Crime prevention assessment tool, Criminal justice assessment toolkit'. New York : Nations Unies.
<http://www.alnap.org/resource/8833>

ONU-HABITAT et al. (2010) 'Adolescent Girls' Views on Safety in Cities : Findings from the Because I am a Girl Urban Programme study in Cairo, Delhi, Hanoi, Kampala, and Lima'.
<http://www.alnap.org/resource/8699>

HCR et PAM. (2013) 'Joint Assessment Missions : Technical Guidance Sheet No. 1 – Refugees In Urban Areas'. Genève : UNHCR.
<http://www.alnap.org/resource/8834>

(à lire en parallèle avec : UNHCR et PAM (2013) 'Joint Assessment Missions : a Practical Guide to Planning and Implementation'. Genève : UNHCR.
<http://www.alnap.org/resource/8835>)

BIBLIOGRAPHIE

Si vous consultez ce document à l'écran vous pouvez cliquer sur chaque élément individuellement et vous serez renvoyé à la publication électronique hébergée sur le site web ALNAP. Pour afficher une liste, cliquez ici.

ACAPS. (2013a) 'Global Emergency Overview'.
<http://www.alnap.org/resource/8740.aspx>

ACAPS. (2013b) 'Needs assessment lessons learned : Lessons identified from assessing the humanitarian situation in Syria and countries hosting refugees' Syria needs Analysis project. Genève : ACAPS
<http://www.alnap.org/resource/8724.aspx>

ACF (s.d.) 'Implementing Cash-based Interventions : a guideline for aid workers'
<http://www.alnap.org/resource/7045.aspx>

Anderson, M. (1999) Do No Harm : How Aid Can Support Peace--or War. États-Unis : Lynne Rienner Publishers.
<http://www.alnap.org/resource/8805.aspx>

Angeloni, M. (s.d.) 'Food Security in Urban Settings'. Cluster insécurité alimentaire
<http://www.alnap.org/resource/8345.aspx>

Apraxine et al. (2012) 'Urban violence and humanitarian challenges : Joint Report', dans European Union Institute for Security Studies and International Committee of the Red Cross Colloquium. Bruxelles, 19 janvier.
<http://www.alnap.org/resource/8563.aspx>

Groupe de travail sur l'évaluation de la Syrie du Nord. (2013a) 'Joint Rapid Assessment of Northern Syria II', 27 mars.
http://www.irinnews.org/pdf/aleppo_assessment_report.pdf
<http://www.alnap.org/resource/8755.aspx>

Groupe de travail sur l'évaluation de la Syrie du Nord. (2013b) 'Joint Rapid Assessment of Northern Syria - Aleppo City Assessment'
<http://www.alnap.org/resource/8741.aspx>

Bangerter, O. (2010) 'Territorial gangs and their consequences for humanitarian players', Revue internationale de la Croix-Rouge, 92(878).
<http://www.alnap.org/resource/7649.aspx>

Barakat, S., et Narang-Suri, S. (2009) 'Wars, Cities and Planning : Making a Case for Urban Planning in Conflict-affected Cities', dans Day, D et al. (éd.) Cities and Crises. Espagne : Deusto University Press, pp. 105-129.
<http://www.alnap.org/resource/7177.aspx>

Barcelo et al. (2011) 'Meeting Humanitarian Challenges in Urban Areas : Review of Urban Humanitarian Challenges in Port-au-Prince, Manila, Nairobi, Eldoret'. Nairobi : ONU-HABITAT
<http://www.alnap.org/resource/6466>

Barth, M. (2013) 'What Syria looks like to Red Cross workers on the ground'. Interviewé par Ernesto Londoño pour The Washington Post, 16 septembre.
<http://www.alnap.org/resource/8854.aspx>

Bernal-Franco, L. et Navas-Caputo, C. (2013) 'Urban violence and humanitarian action in Medellin : Discussion Paper 5', Humanitarian Action in Situations Other than War.
<http://www.alnap.org/resource/8742.aspx>
<http://www.hasow.org/uploads/trabalhos/103/doc/1258280755.pdf>

Brewin, M. (2008) 'Evaluation of Concern Kenya's Kerio Valley Cash Transfer Pilot (KVCTP)', Concern.
<http://www.alnap.org/resource/6176.aspx>

BRICS Policy Center. (2011) 'Urban Violence : Patterns and Trends Findings from an international workshop', Rio de Janeiro.
<http://www.alnap.org/resource/8785.aspx>

Croix-Rouge canadienne. (2012) 'Predictable, Preventable : Best Practices for Addressing Interpersonal and Self-Directed Violence During and After Disasters', Canada : Croix-Rouge canadienne.
<http://www.alnap.org/resource/8753.aspx>

Croix-Rouge canadienne. (2012) "Prévisible, évitable : Pratiques exemplaires pour mettre fin à la violence interpersonnelle et à la violence dirigée contre soi-même pendant et après les catastrophes », Canada : Croix-Rouge canadienne
http://www.croixrouge.ca/cmslib/general/pub_violence_in_disasters_print_french.pdf

Cristina, A. (2011) 'Security Management in Rio de Janeiro', dans Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne (memeo).
<http://www.alnap.org/resource/8786.aspx>

- Cross, T., et Johnston, A. (2011) 'Cash Transfer Programming In Urban Emergencies, A Toolkit For Practitioners', Oxford : Cash Learning Partnership. <http://www.alnap.org/resource/7056.aspx>
- Cross, T., et Johnston, A. (2011) « Programme de transfert monétaire dans les situations d'urgence », Oxford : Cash Learning Partnership http://www.cashlearning.org/downloads/resources/guidelines/FR%20GPR11_web%20book.pdf
- Dandoy, A. (2013) 'Insécurité et aide humanitaire en Haïti : l'impossible dialogue ?', Port-au-Prince : Groupe URD. <http://www.alnap.org/resource/8860.aspx>
- Davis, R. (2012) 'Syrian Refugees : Lessons from Other Conflicts and Possible Policies'. Washington : Georgetown University. <http://www.alnap.org/resource/7679.aspx>
- De Mayo, G. (2011) 'MSF OCB experience in Martissant', in Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne (memeo). <http://www.alnap.org/resource/8786.aspx>
- Duijsens, R. (2010) 'Humanitarian challenges of urbanization'. Revue internationale de la Croix-Rouge, 92(878): 351-368. <http://www.alnap.org/resource/7650.aspx>
- ECHO. (2013) 'Humanitarian Implementation Plan (HIP) Central America / Mexico.' ECHO. <http://www.alnap.org/resource/8852.aspx>
- FAO (sans date), Urban agriculture in the Gaza Strip through vertical gardens and aquaponics, Disponible sur : http://www.fao.org/fileadmin/templates/FCIT/PDF/Fact_sheet_on_aquaponics_Final.pdf
- Ferris, E. (2012) 'Ten Observations on the Challenges of Humanitarian Work in Urban Settings and Urban disasters, conflict and violence : implications for humanitarian work', Brookings. <http://www.alnap.org/resource/6436.aspx>
- Ferris, E., et Ferro-Ribeiro, S. (2012) 'Protecting people in cities : the disturbing case of Haiti.' Disasters, 36, pp.S43-S63. <http://www.alnap.org/resource/7451.aspx>
- Gentile, P. (2011) 'Humanitarian organizations involved in protection activities : a story of soul-searching and professionalization', Revue internationale de la Croix-Rouge, 93(884), pp. 1165 - 1191. <http://www.alnap.org/resource/7721.aspx>
- GHWa et al. (2011) 'Joint statement : Scaling-up the community-based health workforce for emergencies' Genève : GHWa. <http://www.alnap.org/resource/7337.aspx>
- GHWa et al. (2011) « Déclaration conjointe : Renforcer les personnels de santé communautaires pour les situations d'urgence » Genève : GHWa http://www.who.int/workforcealliance/knowledge/resources/jointstatement_chwemergency_fr.pdf
- Grünewald, F. (2013) 'War in the city : lessons learnt for the new century of urban disasters' dans White, N (ed.) War : Global Assessment, Public Attitudes and Psychosocial Effects. Hauppauge : Nova Publishers, pp. 123 - 156. <http://www.alnap.org/resource/8808.aspx>
- Grünewald, F. (2012) 'Aid in a city at war : the case of Mogadiscio, Somalia'. Disasters, 36:S1, pp. 5-25. <http://www.alnap.org/resource/8809.aspx>
- Grünewald, F., Boyer, B., Kauffmann, D., et Patinet, J (2011) 'Humanitarian aid in urban settings : current practice, future challenges'. Plaisians : Groupe URD. <http://www.alnap.org/resource/7853.aspx>
- Guillemois, D. (2012) 'Mogadiscio Urban Food Security and Nutrition Assessment' Nairobi : Programme alimentaire mondial, Somalie. <http://www.alnap.org/resource/8377.aspx>
- Gussing, A. (2012) 'ICRC perspectives based on experiences in various contexts', dans Apraxine, P. et al. (2012) 'Urban violence and humanitarian challenges : Joint Report', dans le colloque de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne et du Comité international de la Croix-Rouge. Bruxelles, 19 janvier. 48-50. <http://www.alnap.org/resource/8563.aspx>
- Harroff-Tavel, M. (2010) 'Violence and humanitarian action in urban areas : new challenges, new approaches', Revue internationale de la Croix-Rouge, 92(878), pp. 329 - 350. <http://www.alnap.org/resource/8787.aspx>

- Hirano, S. (2012) 'Learning From The Urban Transitional Shelter Response In Haiti, lessons from Catholic Relief Services 2010– 2012 post- earthquake activities' Baltimore : Catholic Relief Services. <http://www.alnap.org/resource/6539.aspx>
- HPN et ECB. (2012) 'Improving humanitarian action in urban areas : an action-oriented roundtable', décembre, Londres. <http://www.alnap.org/resource/8030.aspx>
- IASC. (2010) 'Synthesis Paper Case Studies Manila, Nairobi, Eldoret and Haiti', 78e réunion du groupe de travail, Rome, 10-12 novembre. <http://www.alnap.org/resource/7480.aspx>
- CICR. (2008) 'ICRC Protection policy : Institutional Policy', Revue internationale de la Croix-Rouge 90 (871): 751-775. Genève : CICR <http://www.alnap.org/resource/8853.aspx>
- CICR. (2012) 'Health Care in Danger : The responsibilities of health-care personnel working in armed conflicts and other emergencies', Genève : Comité international de la Croix-Rouge. <http://www.alnap.org/resource/7571.aspx>
- CICR. (2013a) Urban violence : what role for traditional humanitarianism? : An event co-hosted by the International Committee of the Red Cross and the All Party Parliamentary Group on Conflict Issues. Portcullis House Westminster, 21 mars 2013. <http://www.alnap.org/resource/8788.aspx>
- CICR. (2013b) 'Syria : Heavy fighting in Aleppo plagues lives of hundreds of thousands', 21 mars, Damas : CICR. <http://www.alnap.org/resource/8790.aspx>
- FICR. (2011) 'No time for doubt : tackling urban risk', Genève : FICR <http://www.alnap.org/resource/8754.aspx>
- IRIN. (2013) 'Urban violence - new territory for aid workers' 8 janvier. <http://www.alnap.org/resource/8791.aspx>
- Jacquier, S. (2013) 'Colombia : ICRC develops model to reduce urban violence in Medellín' CIRC. 4 janvier. <http://www.alnap.org/resource/8789.aspx>
- Kallweit et al. (2007) 'Delivery Of Humanitarian Shelter In Urban Areas : The Case Of "Kass"- The Kaboul Area Shelter and Settlements project as a model', Afghanistan : CARE. <http://www.alnap.org/resource/6489.aspx>
- Kolbe, A. (2013) 'Revisiting Haiti's Gangs and Organized Violence', HASOW : Working paper 147, juin. Rio de Janeiro : Households in Conflict Network. <http://www.alnap.org/resource/8759.aspx>
- Koscalova, A. et Viot, M. (2012) 'Vulnérabilités urbaines à Conakry, Guinée : MSF. <http://www.alnap.org/resource/8813.aspx>
- Llanos, O. (2011) 'Sexual Violence in Guatemala City 2007-12', in Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne (memeo). <http://www.alnap.org/resource/8786.aspx>
- Lucchi, E. (2010) 'Between war and peace : humanitarian assistance in violent urban settings.' Disasters, 34, pp. 973–995. <http://www.alnap.org/resource/8792.aspx>
- Lucchi, E. (2012) 'Moving from the 'why' to the 'how' : reflections on humanitarian response in urban settings', Disasters, 36 (S1), pp. S87 - s104. <http://www.alnap.org/resource/8793.aspx>
- Luchner, J. (2012) 'Urban violence and humanitarian challenges : Joint Report', dans le colloque de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne et du Comité international de la Croix-Rouge European Union Institute for Security Studies and International Committee of the Red Cross Colloquium. Bruxelles, 19 janvier. <http://www.alnap.org/resource/8563.aspx>
- Masaud, A. (2013) 'Urban Response in Syria', Economic and Social Council Événement parallèle. 16 juillet 2013. Syrie : ONU-Habitat. <http://www.alnap.org/resource/8763.aspx>
- McPhun, P. (2011), 'Security and safety implications on patients, MSF and associated organizations in an Urban "Gender Violence" program setting. Case study Papua New Guinea', dans Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne (memeo). <http://www.alnap.org/resource/8786.aspx>
- McLean, D. (2013) 'Humanitarian Action in Violent Urban Settings : Case Studies', Événement MSF, juin.

- New York : Médecins Sans Frontières.
<http://www.alnap.org/resource/8811.aspx>
- Metcalf, V., Pavanello, S., et Mishra, P. (2011) 'Sanctuary in the city? Urban displacement and vulnerability in Nairobi : working paper', septembre. Londres : Humanitarian Policy Group.
<http://www.alnap.org/resource/6429.aspx>
- Moran, M. (2010) 'Restoring a sense of normalcy after urban emergencies in Young children in cities : Challenges and opportunities', dans Moreno, T (ed.) *Early childhood matters*, novembre, 115.
<http://www.alnap.org/resource/8794.aspx>
- Mountfield, B. (2012) 'Cash Voucher : Programme Review of voucher assistance as a safety-net transfer modality in the Gaza Strip'. septembre, Oxfam GB et Programme alimentaire mondial
<http://www.alnap.org/resource/8766.aspx>
- MSF. (2012) Focus on Guatemala. Genève : MSF.
<http://www.alnap.org/resource/8795.aspx>
<http://www.msf.org.uk/country-region/guatemala>
- Muggah, R., et Jutersonke, O. (2012) 'Rethinking Stabilization and Humanitarian Action in "Fragile Cities"', dans Perrin, B. *Modern Warfare : Armed Groups, Private Militaries, Humanitarian Organizations, and the Law*. Vancouver : University of British Columbia.
<http://www.alnap.org/resource/8855.aspx>
- Muggah, R. et Savage, K. (2012) 'Urban Violence and Humanitarian Action : Engaging the Fragile City', *Journal of Humanitarian Assistance*.
<http://www.alnap.org/resource/8856.aspx>
- Norton, R. (2003) 'Feral Cities', *Naval War College Review* 56(4): 97-106.
<http://www.alnap.org/resource/8857.aspx>
- Nzuma, J., et Ochola, S. (2010) 'Comprehensive food security and vulnerability analysis (CFSVA) and nutrition assessment for Kenya high density urban areas'. Kenya : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Famine Early Warning System et Programme alimentaire mondial.
<http://www.alnap.org/resource/7027.aspx>
- Pinera, J.F., et Reed, R. (2007) 'Maximizing aid benefits after urban disasters through partnerships with local water sector utilities' *Disaster Prevention and Management*, 16(3), pp. 401-411.
<http://www.alnap.org/resource/7861.aspx>
- Piquard, B. (2009) 'Gated populations, walled territories. Impact on the notion of space and on coping mechanisms in the case of the West Bank Wall', dans Day, D et al. (eds.) *Cities and Crises*. Espagne : Deusto University Press, pp. 13 - 21.
<http://www.alnap.org/resource/7177.aspx>
- Qleibo, E., et Bertola, E. (2011) 'Gaza Urban Voucher Programme (UVP) and Rabbit Raising Intervention', Grande Bretagne : Oxfam.
<http://www.alnap.org/resource/7076.aspx>
- Queen, K. (2011), ' Sobrevivientes de violencia sexual : Caminando hacia una atención integral - Proyecto de MSF', dans Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne.
<http://www.alnap.org/resource/8786.aspx>
- Ramalingam, B., et Knox Clarke, P. (2012) 'Meeting The Urban Challenge : Adapting Humanitarian Efforts To An Urban World'. 27e réunion du Réseau d'apprentissage actif pour la redevabilité et la performance dans l'action humanitaire : Relever le défi urbain. Londres, juillet. ALNAP.
<http://www.alnap.org/resource/6606.aspx>
- Rio Navarro et al. (2012) 'Physical and sexual violence, mental health indicators, and treatment seeking among street-based population groups in Tegucigalpa, Honduras.' *Médecins Sans Frontières et Rev Panam Salud Publica*, 31(5), pp.388-95.
<http://www.alnap.org/resource/8796.aspx>
- Rio Navarro, J. (2011), 'Maximising security in Unsafe Territory', dans Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne (memeo).
<http://www.alnap.org/resource/8786.aspx>
- Rogers, E. (2012) 'Ensuring accountability in urban contexts – new challenges and opportunities'. 27e réunion d'ALNAP. Chennai, Inde, 17-19 janvier. Catholic Relief Services.
<http://www.alnap.org/resource/6283.aspx>
- Rouhani et al. (2011) 'Urbanization and Humanitarian Access Working Group : A Blueprint for the Development of Prevention and Preparedness Indicators for Urban Humanitarian Crises.' *Prehospital and Disaster Medicine*, 26, pp. 460-463.
<http://www.alnap.org/resource/8797.aspx>

- Sancristoval, T. (2011), 'Networking : Emergency In Sanaa', dans Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne (memeo).
(<http://www.alnap.org/resource/8786.aspx>).
- Sanderson et al. (2012) 'Responding to urban disasters : Learning from previous relief and recovery operations'. ALNAP Lessons Paper. Londres : ALNAP/ODI.
<http://www.alnap.org/resource/7772.aspx>
- Sanderson et al. (2012), Réponse aux catastrophes urbaines : Leçons tirées d'opérations de secours et de reconstruction précédentes ». Enseignements d'ALNAP. Londres : ALNAP/ODI
<http://www.alnap.org/resource/8231>
- Savage et al. (2011) 'Urban Ready? The Implications of Global Urbanization for World Vision Disaster Response : Working paper' World Vision. (memeo)
<http://www.alnap.org/resource/8812.aspx>
- Savage, K. (2012) 'Meeting the Urban Challenge : Adapting humanitarian response to a changing world' The Humanitarian Implications of Urban Violence, 17 janvier. World Vision International.
<http://www.alnap.org/resource/6292.aspx>
- Smith et al. (2011) 'New Technology Enhancing Humanitarian Cash and Voucher Programming : a Research Report'. Oxford : CaLP.
<http://www.alnap.org/resource/8780.aspx>
- Stoddard, A., et Harmer, A. (2010) 'Supporting Security for Humanitarian Action : A review of critical issues for the humanitarian community', Humanitarian Outcomes, mars.
<http://www.alnap.org/resource/8781.aspx>
- Stoddard et al. (2010) 'Once Removed : Lessons and challenges in remote management of humanitarian operations for insecure areas', Londres : Humanitarian Outcomes.
<http://www.alnap.org/resource/7603.aspx>
- Turlan, C. et Mofarah, K.(2006) 'Military action in an urban area : the humanitarian consequences of Operation Phantom Fury in Fallujah, Iraq', Humanitarian Exchange Magazine, 35, novembre.
<http://www.alnap.org/resource/8798.aspx>
- ONU-HABITAT. (s.d.) 'Settlement Planning, UN HABITAT in Disaster & Conflict Contexts', Human settlements in Crisis.
<http://www.alnap.org/resource/6694.aspx>
- ONU-HABITAT. (2013) 'URBAN SYRIA Urban Snapshots 1- June 2013'. Nairobi : ONU-HABITAT.
<http://www.alnap.org/resource/8783.aspx>
NITARIA
- USAID. (2008) 'Emergencies In Urban Settings : A Technical Review Of Food-Based Program Options : Occasional Paper 6' USAID Office of Food for Peace, Washington.
<http://www.alnap.org/resource/6488.aspx>
- Wille, C. et Fast, L. (2010) 'Security Facts for Humanitarian Aid Agencies
Comparing Urban and Rural Security Incidents : Data on people in danger' Insecurity Insight.
<http://www.alnap.org/resource/7303.aspx>
- PAM. (2004) 'Full Report of the Evaluation of AFGHANISTAN PRRO 10233', décembre, Rome : PAM.
<http://www.alnap.org/resource/3233.aspx>
- PAM. (2010) 'Cash-By-Text Pilot Goes Live In Philippines' 15 octobre. Manille : PAM.
<http://www.alnap.org/resource/8800.aspx>
- PAM. (2013) 'WFP Appeals For More Access To People In Need Inside Syria As Refugees Hit The Two Million Mark' 3 septembre. Amman : PAM.
<http://www.alnap.org/resource/8799.aspx>
- Banque mondiale. (2010) 'Violence in the City, Understanding and Supporting Community Responses to Urban Violence', septembre, Washington : The International Bank for Reconstruction and Development /Banque mondiale.
<http://www.alnap.org/resource/8782.aspx>
- Zabalgogazkoa, A., (2011), 'Altos de Cazucá, Colombia', dans Discussion Papers 22 : Humanitarian Interventions in urban settings. Barcelone : Médecins Sans Frontières Espagne.
<http://www.alnap.org/resource/8786.aspx> (memeo).

ALNAP
Overseas Development Institute
203 Blackfriars Road
Londres SE1 8NJ
Royaume-Uni

Tél : +44 (0)20 7922 0388
Fax : +44 (0)20 7922 0399
Site Web : www.alnap.org
Email : alnap@alnap.org